

Mai 1968 et le SNESUP

Souvenirs de militant.e.s

Le SNESUP-FSU a demandé à des camarades ayant vécu 1968 en étant en poste à l'université et ayant eu une implication locale ou nationale de nous faire part de leurs souvenirs et analyse. Pour cela, nous avons établi une grille (consultable dans ce même article sur le site). Nous publions ci-dessous des contributions intégrales, des résumés ou notes de témoignages oraux, recueillis en Février et Mars 2018. Plusieurs de ces camarades ont exercé des responsabilités importantes au SNESUP en 1968 ou plus tard. Ils et elles étaient en poste à Paris, ou en province. Ils et elles appartenaient à différentes tendances syndicales. Nous faisons aussi figurer des témoignages de camarades recrutés à la rentrée universitaire 2018. Nous n'avons pas cherché les contributions de camarades étudiant.e.s en 1968.

A partir de ces témoignages et de nouvelles archives, l'analyse sur le rôle du SNESUP devra s'affiner sur différents aspects ... Soulignons d'ores et déjà que de nombreuses questions à l'ordre du jour d'aujourd'hui l'étaient déjà en 1968 : sélection, vie démocratique, catégorie(s), carrières et formation des enseignant.e.s-chercheur.e.s ... Le mouvement s'est exprimé différemment à Paris et en province, ou selon les disciplines (Toulouse Sciences et Toulouse Lettres).

Le recueil de témoignages et d'archives se poursuit (histoire@snesup.fr ou SNESUP - 78 rue du Faubourg Saint Denis - 75010 Paris). Les nouveaux témoignages seront mis en ligne ultérieurement.

Le 24 Avril 2018

Mai-Juin 1968, en poste à l'Université

Claude MAZAURIC, Maître -Assistant, histoire, Rouen

membre du BN et S.G. du SNESup (1970-1976).

1 – C. M., né en 1932, est entré dans la fonction publique comme professeur agrégé dans le second degré en 1957 ; en mai 68 est Maître-assistant d'histoire à l'université de Rouen, laquelle a connu un très grand développement presque immédiat puis persistant. D'abord assistant agrégé détaché du second degré en 1965 au moment de la création de l'Université de Rouen, puis MA par transformation du poste en 1967, ensuite maître de conférence¹s puis professeur des U. en 1988. Carrière achevée le 1er

¹ Les maîtres de conférences exerçaient des fonctions de professeur, dans l'attente d'en avoir le titre.

octobre 1996 : depuis « prof. émérite ». S'éloigne de Rouen pour des raisons personnelles.

En mai 1968 : marié, résidant à Rouen (Mont saint Aignan), père de trois enfants. Epouse : responsable du S3 du SNES (FEN puis FSU).

C.M. au SNESup : secrétaire de section de « la section « Rouen-Lettres » de l'automne 1968 à 1970, puis membre de la CA et du BN de 1970 à 1976, S.G. en 1972-1973.

2 – *Nota bene* : disposé à collaborer à un enregistrement audio à partir de questions préparées.

3 - D'abord adhérent du SNES (FEN) de 1957 à 1965 puis adhérent du SNESUP à la section Rouen-Lettres dès 1965. Parallèlement, membre du Pcf (depuis 1952) et secrétaire de la « cellule Politzer » de la faculté des lettres de Rouen, créée en 1966.

4. 5 – A la faculté des lettres existe depuis 1965-1968 une puissante section syndicale du SNESup (plus de quarante adhérents sur moins de cent enseignants-chercheurs en mai 1968) et une section homologue de même force à la Faculté des sciences, avec en plus des syndiqués ou sympathisants peu nombreux et en outre dispersés en Faculté de droit et de sciences économiques ou en médecine et pharmacie. A côté, très minoritaires, quelques adhérents à la CFDT (SGEN). L' « Autonome » est très représenté en droit, médecine et lettres mais depuis l'interdiction de la « double affiliation autonome/SNESup » décidée par le SNESup en 1966, ses effectifs ont fortement diminué en lettres et sciences et du coup il s'est orienté politiquement très à « droite ». A l'INSCIR (ancêtre de l'INSA actuel) et à l'IUT, existent des sections syndicales FEN regroupant le plus souvent des adhérents du SNES/SNET : ceux-là adhéreront au SNESup mais tout au cours des événements de 1968-1970 et comme par anticipation, ils en ont soutenu les initiatives.

Dès avant mai 1968, le SNESup–Rouen est très engagé, souvent en relations suivies avec l'AGER-UNEF, dans l'action syndicale et revendicative mais en son sein s'expriment des analyses discordantes sur de multiples questions: quel jugement porter sur les conclusions, progressistes mais aussi technocratiques, du Colloque de Caen de 1966 ? Quelle place pour la recherche et son organisation sur le modèle des sciences exactes et naturelles dans l'enseignement universitaire ? *Quid* des « grandes écoles » ? De la « professionnalisation » au-delà de la formation des cadres sociaux et de l'Etat ? Quel statut pour les enseignants-chercheurs universitaires : pré-recrutement sur le modèle des IPES ? Quelle « carrière » par la suite : linéaire ou par changement de « corps » comme dans la fonction publique française ? Selon quels critères d'évaluation et comment ? Le syndicat doit-il s'engager dans les luttes politiques : décolonisation, coopération, action pour la paix au Viet-Nam ?

L'année 1967 fut une grande année socialement revendicative en Normandie (comme dans de nombreuses régions françaises) et de luttes politiques intenses : non, sur ce plan « la France ne s'ennuyait pas » ! Enormes manifestations de masse à Rouen pour la Sécurité sociale, la hausse des salaires et du pouvoir d'achat, les conditions de travail et d'emploi, etc. dont le SNESup est partie prenante en liaison directe avec le mouvement ouvrier très cégétiste de Rouen. Et sur le plan politique : un grand rassemblement de solidarité avec le Viet-Nam au théâtre Voltaire de Déville-les Rouen dont le SNESup fut l'organisateur en présentant la pièce de Armand Gatti *V comme Viet-nam* 500 personnes ne purent entrer dans la salle archi-comble. Des actions étudiantes reçoivent le soutien du SNESup, comme en janvier-mars 1968, les occupations des halls des pavillons de la cité universitaire pour la mixité des pavillons de la Cité, le Recteur Chevalier ayant fait intervenir les CRS ! Grève avec occupation décidée à la veille des vacances de printemps de 1968... A la rentrée, la lutte reprend mais insérée dans un mouvement national suite aux événements de Nanterre, de Sud-Aviation, de Caen, etc.

Du point de vue interne aux sections du syndicat : deux courants se cristallisent entre février 1968 et mai, donc avant « le 22 mars » : l'un, proche de la direction du SNESup (Herzberg, Geismar, etc.) animé à Rouen-Lettres par L. Lanoix, P. Lamarre(?) et quelques autres dont je n'ai plus le nom en mémoire, et qui sont qualifiés de « gauchistes » par leurs adversaires très divers, lesquels se montrent principalement attachés au modèle syndical de défense des personnels et du service public universitaire : les militants communistes, entraînés par Louis Guilbert, professeur de linguistique et militant syndicaliste chevronné, qui, en octobre sera muté à la Faculté de Nanterre, en ont été le fer de lance : Guilbert sera élu secrétaire de la section Rouen-lettres en avril 1968 et sa première décision fut de prendre presque immédiatement contact avec la section Aix-Lettres pour constituer et soutenir un réseau « syndical » national alternatif à l'orientation dite « révolutionnaire » (*versus* « aventuriste ») du BN du SNESup. En sorte que la majorité de la section syndicale de Rouen-Lettres puis, presque simultanément celle de Rouen-Sciences, au cours même des événements de mai-juin 1968, ont basculé dans l'opposition à l'orientation nationale de la direction du SNESup, cela dès le début de mai 1968, en soutenant l'orientation alternative. Après la fin du mouvement de mai-juin et à la suite du départ de Guilbert à Nanterre, Claude Mazauric a été élu secrétaire de la section syndicale tandis que les militants les plus en vue des sections du SNESup, en lettres comme en sciences, se trouvèrent occuper les premiers rôles dans la mise en place des « collectifs enseignants/étudiants des facultés », véritables organismes de gestion « transitoires » des deux facultés de lettres et sciences humaines et de sciences exactes et naturelles, puis par voie de conséquence, dans ce qui s'est mis en place dès octobre pour réorganiser l'université de Rouen, préfigurant plus ou moins ce qui sera institué dans le cadre de la Loi d'orientation de l'enseignement supérieur dite « loi Faure

» : le SNESup approuvant nationalement et majoritairement la « participation » à l'appel de la nouvelle majorité interne « Action syndicale ».

6 à 12 - L'action multiforme du SNESup à Rouen, suite à sa réorientation stratégique, s'est déployée dès mai et juin 68 puis à la rentrée de 1968, cela jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions universitaires, sur trois plans principaux :

a) Par une participation de principe mais rapidement très active aux nouveaux organismes de gestion nationaux ou locaux, plus ou moins autonomes ou décentralisés, doublée d'une présence active des universitaires et des divers groupes étudiants (y compris de l'UNEF dans ses diverses composantes) dans tous les mouvements sociaux revendicatifs et syndicaux unitaires qui demeurent particulièrement animés en Haute-Normandie (Renault-Cléon et Sandouville, cheminots de Sotteville, Chantiers de Normandie au Trait, Port de Rouen et du Havre, P et T, etc.) ... Ce qui a entraîné des conflits, dits de tendance, avec la direction « autonome » de la FEN, laquelle joue systématiquement en Haute-Normandie une carte anti-SNES et anti-SNESup en soutenant en douce les orientations des anciennes majorités, y compris « gauchistes (!) » mais sans succès.

b) Le SNESUP, fortement implanté en sciences, lettres et IUT, avec des soutiens visibles dans les autres composantes, s'impose majoritairement dans les conseils de gestion de l'université mais rencontre la résistance des corporatistes (par exemple en médecine dès 1970, autour de la question du « numerus clausus » !) et des « conservateurs » hostiles à l'« autonomie » pourtant très relative (notamment en matière budgétaire) imposée en conséquence de la « loi Faure ».

c) La nécessité de la bataille, publique et constante, pour les moyens en postes, crédits et documentation pour la recherche, le développement de la recherche dans toutes les disciplines, conduisent à des actions multiformes qui ne cesseront pas de 1969 ... à 1981, dans l'esprit des orientations qui inspirent désormais la direction du syndicat, à la suite de la réorientation nationale du SNESup suite à l'AG nationale de mars 1969 consacrée à la question des « corps » (« corps unique » refusé au bénéfice du « double corps ») et de la clarification des objectifs revendicatifs syndicaux qui en découlaient. De ce point de vue, l'action syndicale n'a pas fait qu'accompagner la croissance de l'université de Rouen : elle l'a pour une part largement déterminée et rendue possible malgré les réticences des autorités locales, cela jusqu'en 1980 !

13 – L'action du SNESup dans l'université de Rouen et pour sa croissance a été décisive après 1968, comme cela a d'ailleurs été le cas dans la plupart des « nouvelles implantations universitaires » décidées dans les années 1960 par le « pouvoir gaulliste » dans un souci de modernisation et

d'adaptation des structures aux nouveaux besoins de la « croissance ». Le rôle d'entraînement du SNESup, s'est avéré particulièrement sensible dans trois domaines :

a) Dès 1969, dans la volonté de préserver des unités d'enseignement et de recherche suffisamment cohérentes, fédératives et étendues pour éviter une pulvérisation disciplinaire (qui paraissait très « tendance » !) qui aurait affaibli la capacité de résistance des disciplines minoritaires en effectifs, d'une part, et les éventuels centres de recherches à créer, d'autre part.

b) Une attention permanente à équilibrer jusqu'au « troisième cycle » le développement des structures universitaires dans le maximum de disciplines de base possibles ... Mais, systématiquement et parallèlement, encourager le développement spécifique des organismes de recherche et de « troisième cycle » les plus performants : vaste problème qui a été la principale préoccupation des élus dits « syndicaux » dans les nouveaux cadres de fonctionnement des universités et de planification de leur avenir.

c) Préserver et étendre contre la tentation des autorités de l'Etat à encourager la « contractualisation » et la « précarisation » des fonctions, en défendant le recrutement de tous les personnels dans le cadre de la fonction publique d'Etat, tout en permettant l'évolution des passages d'un corps à l'autre et la nécessaire mobilité professionnelle : mais cette exigence fondatrice de notre syndicalisme a rencontré de telles résistances que l'action syndicale du SNESup n'a pas suffi à réduire le risque d'une régression ...comme on la voit à l'œuvre aujourd'hui !

Jacques Guyot, Assistant, Chimie, Clermont Ferrand

Mai 68 dans la section Clermont Sciences du SNESUP

On vient toujours de quelque part.

A Clermont-Fd, le SNESUP a été fondé en 1955 par deux militants communistes, Jean Lagarde et Alain Kergomard, et avait au départ 5 adhérents dont l'un pensait qu'il était à la CGT et n'a jamais voulu en démordre.

En 12 ans, les effectifs du SNESUP ont été multipliés par 10 à 20 mais je n'ai pas les archives de l'époque.

Ce développement fulgurant s'est produit pour plusieurs raisons dont voici, selon moi, les principales :

- l'opposition et les luttes contre la guerre d'Algérie puis du Vietnam. Une anecdote. Le syndicat autonome était ultra majoritaire chez les PR mais un certain nombre de leurs adhérents ont rejoint le SNESUP ou pratiquaient une double affiliation, (interdite par nos statuts mais que nous faisons semblant d'ignorer) car ils s'opposaient à la guerre.

- la défense des assistants et des maîtres assistants recrutés massivement au début des années 60. L'obtention d'un statut des MA en 1956, a été déterminant dans l'ascension du SNESUP

- la défense du lien enseignement supérieur – recherche pour tous avec une action très forte contre le mandarinat des professeurs titulaires de chaire qui écrasaient souvent les maitres de conférences, l'équivalent actuel des PR 2ème classe, en les privant des moyens et des locaux nécessaires.

Notre camarade Jean Lagarde, a été secrétaire départemental de la FEN 63, entre 1956 et 1963, une section largement dominée par ce qui deviendra la tendance UID alors qu'il appartenait à la tendance dite « Bouches du Rhône » qui deviendra la tendance « Unité et Action ».

Jean a été un des acteurs essentiels d'une transformation majeure dans le syndicalisme du Puy-de-Dôme en mettant fin à l'ostracisme envers la CGT, en développant des actions et des prises de position unitaires, principalement pour la paix en Algérie, avec en toile de fond les menaces bien réelles d'un coup d'état militaire et de l'instauration d'un régime fasciste, la FEN 63 jouant en l'occurrence un rôle unificateur.

Cette culture de l'unité et du rassemblement des forces syndicales sur des plateformes bien précises, sera transmise et cultivée à l'intérieur du SNESUP. Elle expliquera, en de nombreuses circonstances, l'attitude et les positions du SNESUP durant mai 68 et après.

J'ai adhéré au SNESUP en septembre 66. Devenu assistant titulaire en septembre 67, les circonstances m'ont conduit à être, en mai 68, secrétaire adjoint de la section syndicale alors dirigée par Michel Capestan, professeur de chimie.

Il y avait à l'époque, une forte tradition d'indépendance du mouvement syndical étudiant vis-à-vis des enseignants. De plus, l'UNEF locale avait été prise par un groupe trotskiste, AJS, dont on ne peut pas dire que la défense des revendications étudiante, la démocratisation de l'Université étaient la priorité. Les relations étaient donc rares et distantes.

Début mai, les manifestations ont commencé à Paris. Clermont-Ferrand était parfaitement calme. 200 à 300 étudiants au plus manifestaient en criant « A bas la répression policière », encadrés par des agents de police à bicyclette qui arrêtaient les automobiles aux carrefours pour laisser passer le cortège. Rien à voir avec la situation parisienne.

Les enseignements étaient pratiquement terminés et rapidement des piquets de grève ont conduit à la fin de ce qui restait d'enseignements.

L'université de Clermont-Fd était à l'époque en plein bouleversement. D'une part, du fait de l'accroissement vertigineux des effectifs étudiants, d'autre part, du fait de constructions nouvelles sans équivalent depuis : faculté de lettres, faculté de droit, campus des Cézeaux, cités et restaurant universitaire, CHU, accompagnées par des créations de postes très significatives.

Mais le taux d'échec étudiant était monstrueux en 1^{ère} année dite propédeutique : 15 % de réussite pour les nouveaux étudiants, 28 % avec les redoublants en sciences. L'idée de sélection à l'entrée de l'Université faisait son chemin en prenant prétexte des échecs.

Les amphis étaient bondés et bruyants, les TD n'existaient pas même si certaines disciplines avaient transformé les séances de TP en TD. Il n'y avait pas de réflexion collective sur les pratiques pédagogiques.

Les assistants et maîtres-assistants, Assistants et MA, largement majoritaires du point de vue numérique, n'existaient pas dans l'institution et étaient de ce seul point de vue comparables aux populations noires sud africaines pendant le régime d'apartheid.

Une anecdote significative : une fois par trimestre, le doyen de la faculté des sciences, réunissait l'assemblée des Professeurs pour une longue séance de 3 à 4 h, DEUX représentants élus des MA et Assistants, SNESUP bien sûr, y participaient avec un droit de parole limité à UNE fois 2 mn.

Face aux « mandarins », le doyen avait peu de pouvoirs mais il y avait quand même de véritables délibérations dans les départements où une assemblée réduite aux PR-MCF(les PR2 actuels) discutait des créations de postes, des promotions au choix, et pour une petite part des orientations scientifiques, dans un contexte qui dépendait de la bonne volonté des professeurs titulaires de chaire. Elle fixait la répartition des enseignements et les services d'enseignement des Ass-MA .

Cette pratique des AG de départements sera reprise par les ASS-MA en mai et juin 68, les militants SNESUP s'y investiront particulièrement et je serai élu représentant du département de chimie (collège B) dans une structure provisoire mais paritaire étudiants-enseignants au niveau de la faculté des sciences.

A Clermont-Fd, le déclencheur du mouvement a été la journée de grève interprofessionnelle du 13 mai et la manifestation qui en a suivi, la plus grande depuis la libération.

Bien entendu, le SNESUP a toujours suivi les mots d'ordre unitaires issus des organisations syndicales : CGT, FEN et CFDT pour tout ce qui concernait les manifestations en refusant les actions aventuristes des gauchistes locaux, leurs violences verbales anti CGT et anti-communistes.

La section syndicale Clermont-Sciences s'est toujours réunie de façon régulière mais c'est seulement à partir du 13 mai que l'assistance a été nombreuse. Nous sommes intervenus dans des AG étudiantes convoquées par un comité étudiant qui rejetait la tentative de mainmise des groupes gauchistes sur le mouvement pour y présenter le point de vue du SNESUP mais qui était considéré comme le point de vue des enseignants. Nous étions totalement opposés à la sélection à l'entrée de l'Université, partisans intransigeants de la démocratisation de l'Université dans la ligne du plan Langevin-Wallon.

C'était une orientation largement commune avec le mouvement étudiant.

Curieusement maintenant, les étudiants demandaient la cogestion avec des structures paritaires étudiants-enseignants sans comprendre grand-chose à la hiérarchie universitaire ni réaliser qu'il existait aussi des personnels non enseignants. Nous nous sommes beaucoup appuyés sur eux pour mettre en place une structure provisoire où enfin les ASS-MA avaient la parole en portant une autre exigence : la parité entre PR et Ass-MA

Le plus souvent, des assemblées de département réunies à l'initiative du SNESUP ont enclenché et entretenu la mobilisation de la masse de nos collègues.

Au-delà des aspects politiques portés par le mouvement national, entraînant de vives discussions à l'intérieur de la section, et notamment sur l'attitude de la CGT et du PCF, il y avait un large accord pour rejeter le mode de fonctionnement dit mandarinal, réclamer beaucoup plus de démocratie.

Les relations avec la direction nationale étaient pratiquement inexistantes. Les rares et difficiles échanges téléphoniques tournaient vite court avec des excités qui nous reprochaient notre mollesse, par exemple, de ne pas aller chasser la famille Michelin de son entreprise.

Les consignes de la direction nationale connues par voie de presse n'étaient pas adaptées à la situation locale. C'est dans ce contexte que nous avons préparé le congrès de mai 68 auquel j'ai participé et nous nous sommes retrouvés très majoritairement d'accord avec l'orientation syndicale portée par Guy Bois et Guy Odent.

Il fallait profiter du rapport de force favorable pour engranger le maximum sur nos revendications notamment en matière de démocratie et de carrière.

Nous ne croyions pas beaucoup à la disparition du pouvoir du général de Gaulle, faute d'ailleurs d'union de la gauche portant une alternative.

Nous étions bien placés pour le savoir : la ville de Clermont-Fd était dirigée par une coalition PS(SFIO) - droite non gaulliste (Républicains Indépendants et Paysans) que l'on classerait maintenant dans la droite extrême. Entre parenthèses, le PS était inexistant chez les étudiants et les personnels où le PCF était la seule organisation structurée.

Dans la section Sciences, nous avons beaucoup débattu du corps unique mais un corps unique qui n'était pas le même selon les demandeurs. Pour les maîtres de conférences, (professeur de deuxième classe), c'était un corps unique de tous les professeurs avec une fonction de direction de recherche et un enseignement dit magistral. Pour les assistants et maîtres assistants, c'était un corps unique tout court et il n'y avait guère de questionnement sur la composition de ce corps unique, l'accès à ce corps, les rémunérations.

Dans la section syndicale, ce sera un sujet de débat très animé jusqu'au début des années 70 où une quinzaine d'adhérents quittera le SNESUP pour fonder une section SGEN réclamant de façon incantatoire le corps unique. La majorité d'entre eux, les assistants, reviendront au SNESUP après avoir constaté l'impasse de ce mot d'ordre sur le déblocage de leur carrière et avoir mené une vigoureuse action dans le cadre d'un collectif assistant, né à Clermont-Fd, devenu national au début des années 80.

Pendant toute cette période, la section a été fidèle à une politique syndicale basée sur l'unité avec les autres forces syndicales, et une politique de rassemblement de l'ensemble des enseignants du supérieur, à l'époque pratiquement tous enseignants chercheurs, sur des revendications fortes et largement majoritaires. Localement, le mouvement social était dominé par ce qui se passait dans les usines Michelin et nous y étions particulièrement attentifs et solidaires de la CGT.

Bien entendu, cela faisait l'objet de vifs débats avec quelques adhérents tentés par un gauchisme verbal et peu conséquent, anticommuniste avant tout.

Le mois de mai sera marqué aussi par les événements nationaux, les grandes grèves, la remise en cause du pouvoir gaulliste qui a vite trouvé ses limites quand le général De Gaulle est intervenu, le 24 mai, à la radio pour annoncer la dissolution de l'assemblée nationale et son maintien au pouvoir.

Un véritable changement de climat s'est alors produit dans l'établissement mais la rupture avec l'ordre mandarin était faite et les collègues Ass-MA de droite ne voulaient plus d'un mode de fonctionnement non seulement sclérosé mais aussi injuste et vexatoire.

Après l'élection de la nouvelle assemblée nationale en juin 68, on pouvait craindre un retour de bâton et d'ailleurs le comité paritaire mis en place à la faculté des sciences, à Clermont-Fd, était en extinction. Mais la secousse avait été trop forte, cela a débouché sur la loi Edgar Faure.

Personnellement, je pense que la direction nationale de l'époque a laissé passer une occasion exceptionnelle de régler des problèmes qui mettront 30 ans ensuite à se solutionner, et encore de façon partielle : la situation des assistants, titulaires en sciences mais non titulaires en droit et en lettres et en médecine, avec des niveaux de rémunération bac + 1 (PEGC), les carrières dévalorisées de tous que nous avons toujours, la question des moyens nécessaires pour entrevoir la démocratisation de l'université.

Mai 68 ne sera qu'un début et viendront beaucoup d'autres combats où le SNESUP devenu largement majoritaire jouera un rôle majeur : sur les sursis pour les jeunes hommes, sur la réforme du DEUG, la partition politicienne de l'université (5 mois de grève !), contre la loi Devaquet, contre la sélection, les études payantes, pour définir la place des enseignements professionnels qui eux pratiquaient la sélection sur dossier, etc... Mais c'est une autre histoire et en même temps c'est la même.

En 69, je suis parti pour 16 mois accomplir ce qui s'appelait le service militaire et handicapait fortement les débuts de carrière des jeunes hommes qui n'avaient pas les relations permettant une affectation spéciale. Et je n'ai pas gardé les tracts de l'époque.

Claudine Géron, Maitre-Assistante (Chimie), Poitiers, membre de la CA

Je me souviens... mais finalement quels souvenirs...

- 1) Je n'ai aucun document, ils devaient être restés au local syndical.
- 2) Claudine Géron, Maitre assistante en Chimie, SNESup Poitiers Sciences, membre de la CA nationale en 68 et membre du bureau de la section, encore membre du Parti Communiste à cette date.
- 3) Etaient présentes les organisations syndicales, FEN, CFDT, et peut-être d'autres mais sans beaucoup d'impact et je les ai oubliées. Guy Renault, professeur de mathématiques était le secrétaire de la section SNESup Sciences. La Faculté des Lettres avait aussi sa section SNESup et les 2 sections ont toujours beaucoup coopéré. Les organisations politiques ne faisaient pas de prosélytisme, la cellule Sciences (Maurice Audin) éditait régulièrement un journal.

- 4) Le dimanche 5 mai, nous avons été prévenu par le national qu'il fallait envisager une grève, nous ne nous sentions pas encore trop concernés par cette occupation de la Sorbonne le 3 mai, mais dès le 6 mai nous avons envisagé une A.G. (je ne sais plus quel jour) ainsi que différentes formes d'actions, discussions, interventions dans les cours.
- 5) Un grand nombre participe aux actions, étudiants, enseignants, chercheurs, techniciens, (je ne me souviens pas du personnel administratif) mais pas la majorité bien entendu, les cours sont la plupart du temps suspendus. Nous tenons un grand nombre d'AG, de groupes de réflexion, peut-être beaucoup de bavardages mais tous très animés et très enrichissants de connaissance des participants, etc...
- 6) Pas de vie autonome de la section, mais actions globales.
- 7) Relations permanentes avec l'UNEF, souvent agitées à cause de l'appartenance politique (PC) des enseignants militants, mais majoritairement productives de documents communs et d'actions communes.
- 8) Relations permanentes avec les autres syndicats de la FEN sur le campus, mais aussi grande coopération avec la FEN départementale (qui était Unité Action, dois-je le préciser) qui a contribué à la formation syndicale de beaucoup d'entre nous, assez ignorants de l'histoire du syndicalisme et des différences entre les tendances de ce syndicat.
- 9) Les actions extérieures, (celle du 13 mai par exemple) se sont toujours faites en concertation, je ne me souviens pas d'actions individuelles de la section.
- 10) Après la CA nationale, fin mai, qui a dû se tenir 2 ou 3 jours et nuits et à laquelle je participais, le congrès a été préparé, mais finalement peu de syndiqués (une vingtaine sur environ 120 syndiqués) s'y sont impliqués (essoufflement, désillusion ...)
- 11) Il y a eu une grande mobilisation pour que le conseil des profs démissionne et mette sur pied un conseil collégial, il y a eu beaucoup de compréhension de la part du Doyen de l'époque et l'idée d'une collégialité a pu exister. Bien sûr, des groupes d'opposition se sont mis en place, dont certains membres – tous profs, autant que je m'en souviennent – étaient adhérents au SNESup.
- 12) RAS, j'y étais mais je me souviens surtout des dissensions internes et des discours, pour amener un changement de direction et ne pas recréer les tendances de la FEN.
- 13) La loi Edgar Faure s'est mise en place naturellement, les élections ont porté les syndiqués en majorité, même si nous devons reconnaître un certain opportunisme dans les candidats qui ont opté pour le syndicat non par conviction mais parce qu'ils le sentaient majoritaire (ce qui en soit était positif quant à sa représentation chez les collègues dans les UER – qui se sont empressées, d'ailleurs, de se rebaptiser Facultés).

**Abraham Behar, attaché-assistant (Faculté de Médecine de Paris)-
secrétaire général adjoint du Snesup**

TÉMOIGNAGE SUR MON (modeste) RÔLE AU SNE SUP EN 1967/1968.

En 1968, j'étais attaché-assistant non titulaire à la faculté de médecine (SAINT PÈRE, Paris) lieu d'attache de mon laboratoire de recherche en radiologie. J'ai

adhéré au SNE SUP en 1963 à la section médecine animée par Bernard HERZBERG et François GREMY. J'ai rejoint le bureau du SNE SUP en 1964 comme représentant des personnels médicaux universitaires dans le domaine "corporatif" au côté de DEBOUZY et ODENT.

Je fus élu secrétaire général adjoint au côté d'ALAIN GEISMAR secrétaire général, au congrès de 1967, et tout de suite désigné au CA de la FEN, avec GUY ODENT pour représenter le syndicat (au titre uniquement de représentant du SNE SUP, en dehors de toute tendance de la FEN). Nous avons en 1967 déclenché une grève générale des attachés assistants en médecine pour la titularisation, sans succès.

Sur le plan politique, j'étais l'unique membre du BN affilié au PSU, puisque ALAIN GEISMAR avait quitté cette formation en 1964 pour protester contre le non soutien au candidat François Mitterrand à l'élection présidentielle.

Je suis actuellement MCU-PH Honoraire, retraité de l'université (UPMC).

La lecture des événements de mai 1968 par Danielle Tartakowsky, à partir des documents transmis par GUY ODENT, est assez fidèle avec son mode de pensée et à ses références idéologiques. Ce militant exemplaire, au dévouement illimité, très proche du PCF mais en toute indépendance, nous éclaire en effet sur les motivations et les pensées de la minorité du SNE SUP. C'est de bonne guerre puisque la minorité en question est devenue majorité *for ever*. Ce qui manque, c'est le récit particulier des majoritaires au travers des propositions écrites et des actions surtout **avant, en particulier en 1967**, au moins pour comprendre (et éventuellement critiquer) leurs motivations profondes dans leur action syndicale. A cette époque, le débat fait rage sur la conception des rapports partis/syndicats, et sur l'existence éventuelle d'une courroie de transmission. Unanimement, la CA du SNE SUP est pour l'indépendance syndicale, alors pourquoi cette discussion ? Elle tient aux affiliations de la majorité du BN (aussi bien pour les majoritaires et les minoritaires) au PCF, excepté GEISMAR, ODENT, LAPERROUSAZ et moi. Cela a occupé beaucoup de temps à la direction du SNE SUP alors qu'en réalité ce débat est l'arbre qui cache la forêt. Le vrai problème est ailleurs :

Il n'y a pas de divergences sur le diagnostic, tous reconnaissent que l'université française va mal, trop vétuste, trop conservatrice, très éloignée des besoins cruciaux de connaissances nouvelles comme celles véhiculées par le développement de la sociologie, alors que par exemple le doctorat es lettres reste l'œuvre de toute une vie au lieu, comme en science, d'être le début de carrière du chercheur.

La division apparaît sur la question du traitement, et sur la définition de l'acteur principal : Qui est compétent pour la refonder ? , Qui doit proposer un objectif et une méthode ? Pour les majoritaires, pas de doute : c'est au syndicat, en toute indépendance (ce qui n'exclue pas le dialogue) qu'il revient d'élaborer un projet global pour une autre université, et donc d'entrer en concurrence avec celui du pouvoir politique en place (porté à l'époque par notre collègue AIGRAIN, brillant universitaire à l'ENS, et ministre de l'enseignement supérieur), mais aussi avec les programmes des forces politiques pour l'université. La lutte se fait *projet contre projet*.

Refonder l'université, bouleverser ses structures, c'est d'abord changer de fond en comble le métier d'enseignant/chercheur du supérieur, certes nécessairement exercé par des titulaires dans la fonction publique, mais en même temps

différent de l'amateurisme pédagogique qui régnait dans nos facultés (surtout en science et en médecine, adeptes comme en lettre du cours magistral). D'où le projet "IPRES" pour la formation des maîtres du supérieur.

Dans enseignant- chercheur, il y a ... chercheur. Pas d'avenir possible sans changer durablement nos rapports avec la recherche en faisant cesser l'incroyable bricolage de nos recherches, en se rapprochant du CNRS, avec une mutualisation des rôles avec les chercheurs à temps plein, en alliance avec le SNCS, pour bâtir ensemble une recherche scientifique universitaire digne de ce nom, en lien mais pas sous la direction des sciences appliquées comme dans le projet du gouvernement. (Cela passait aussi, pour les majoritaires, par le soutien aux IUT)

Nous connaissons bien ces sujets en médecine, nous qui avons participé avec ROBERT DEBRÉ, (le grand pédiatre de l'époque, père par ailleurs du futur premier ministre : Michel Debré), à la mise en place des CHU, et donc à la réinsertion dans les hôpitaux de la recherche médicale en lien avec l'INSERM. Rappelons ici que les 3 prix Nobels de médecine, membres du SNE SUP, effectuaient leurs travaux à l'institut Pasteur, et pas dans la faculté de médecine. Cette vision, et surtout ce rôle pour le syndicat, ne sont pas partagés par la minorité. Elle pense que tout changement véritable passe par le changement politique, et en attendant, face aux réformistes du gouvernement gaulliste, il faut prioriser la question des moyens, et défendre bec et ongles les "acquis" : On peut résumer ainsi de façon satirique toute revendication avancée, en "nous voulons des gommes et des crayons"

La stratégie "projet contre projet" est apparue clairement dans nos interventions au colloque de Caen, face au projet gouvernemental d'une université rénovée pour être efficace dans le contexte du néo capitalisme de l'époque , avec le soutien du Doyen ZAMENSKI de Jussieu, qui se prenait pour un patron du CAC 40.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la perception de la révolte étudiante rampante par la direction du SNE SUP, en sociologie, et dans les campus comme celui de Nanterre, dès 1967.

Nous avons alerté d'abord la FEN, j'ai eu de nombreuses discussions avec JAMES MARANGÉ sur ce sujet, y compris au cours du congrès de la fédération début 1968, après notre vote en faveur du projet pédagogique de la majorité FEN, IPRES compris. C'est ALAIN GEISMAR, qui va lancer, devant un congrès médusé, la phrase célèbre : "Ces problèmes se régleront par la grève et dans la rue"

Nous avons aussi, début mars 1968, dit la même chose au ministre PEYREFITTE, COMPLÈTEMENT INCRÉDULE et qui nous a accusé de fomenter la révolte... uniquement pour soutenir la candidature future de François Mitterrand !

C'est avec cet état d'esprit, avec notre désir de changer l'université, et notre attention particulière du mécontentement étudiant QUE NOUS NOUS SOMMES TROUVÉ DEVANT LE FAIT ACCOMPLI DE L'OCCUPATION DE LA SORBONNE PAR LA POLICE.

Tout de suite, en particulier avec Combes, nous avons appelé, section par section, les adhérents en faveur d'une grève générale immédiate. La réponse a été oui à l'unanimité, majoritaires ou minoritaires, oui à la grève au côté de l'UNEF. Je me rappelle encore du soutien massif et sans réserve de ROGALSKI pourtant minoritaire.

Le soir, à l'ENS, j'ai représenté le syndicat pour rendre compte de notre décision avec le même mot d'ordre que l'UNEF, et malgré les réticences de SERGE JULY du mouvement 22 mars et d'ALAIN KRIVINE de la JCR.

Dernière notre unanimité et notre engagement une question va grandir pour tous, celui des alliances : avec la composante politique du mouvement étudiant (proche de COHN BENDIT) ou avec le mouvement syndical ?

Dès le lendemain J.MARANGÉ était avec nous entraînant toute la FEN. Il y a eu ensuite un accord avec les centrales ouvrières, surtout avec la CGT, pour une manifestation commune le 13 mai, malgré l'opposition de GEISMAR qui a vécu cet accord comme une trahison du "mouvement". À ce moment, un militant comme ODENT ne comprend plus rien, et surtout pas la remise en cause de l'unité syndicale si chère à nos cœurs.

Le déclenchement d'une grève générale massive des travailleurs va changer la donne, avec un bizarre retournement de situation ; ce sont les majoritaires qui vont clamer la priorité à la révolution et donc aux forces politiques dans le changement de l'université, face au minoritaires qui vont reprendre le drapeau syndical en exigeant des négociations avec le gouvernement en place.

La nouvelle situation va changer mon militantisme : appelé à de nouvelles responsabilités au sein de la direction du PSU, à la tête du secteur entreprise, j'ai démissionné de ma fonction de secrétaire général adjoint pour redevenir un simple adhérent, selon notre règle de refus de la double casquette politique et syndicale à des niveaux de responsabilité.

Au congrès de 1968, pour remplacer les démissions au sommet, les majoritaires l'ont emporté, mais en mettant de l'eau dans leur vin et en acceptant par exemple de discuter avec le pouvoir sur la défense des "intérêts matériels et moraux" de nos adhérents.

De fait, malgré quelques nostalgies, l'utopie révolutionnaire va reculer puis disparaître.

Malheureusement, l'autre utopie, celui d'une force syndicale inventive et capable de création hors des sentiers battus sur l'immense sujet d'une recherche en lien avec le peuple et d'un enseignement au plus près des avancées scientifiques, aussi.

Domage, ce fût une belle aventure toute à la gloire de ce syndicat hors normes, que l'on peut critiquer bien sûr, à condition de ne pas escamoter les raisons profondes de cette option.

Marc Rogalski, assistant (mathématiques) – Orsay – membre de la CA

Quelques souvenirs syndicaux sur mai 1968

J'étais en poste à Orsay (assistant), mais syndiqué à la section « mathématiques » de l'Institut Henri Poincaré, depuis octobre 1966 (car j'y avais mon activité de recherche).

J'étais aussi membre de la cellule du PCF Evariste Galois du même Institut, qui y était très active et assez nombreuse (plus d'une vingtaine d'adhérents, je crois).

Je m'occupais pas mal de la section syndicale, je ne sais plus qui était secrétaire avant mai. J'étais membre de la CA du Snesup, qui avait vu A. Geismar élu secrétaire général au congrès précédent. De vifs conflits y opposaient déjà la

direction avec une minorité (dont Guy Bois était plus ou moins l'animateur). En particulier, je me souviens de débats très musclés sur les idées développées au Colloque de Caen, qui m'avaient opposé à un membre du bureau national (Herzberg).

Le mouvement dans l'établissement s'est enclenché tout de suite après la nuit agitée du 10 ou 11 mai rue Gay-Lussac : l'IHP était aux premières loges : un professeur de logique (Lacombe) s'y était fait assez sérieusement matraqué par la police en essayant de s'opposer à ce qu'elle y poursuive des manifestants qui s'y étaient réfugiés. Pour mémoire : ma voiture, qui stationnait rue Gay-Lussac, y a brûlé cette nuit-là (elle a été remboursée plus tard par la préfecture de police !).

L'action dans l'IHP s'est pas mal décentrée à la Halle aux Vins, alors en cours de construction. Il y avait de grandes AG, très houleuses quoique convoquées par le doyen Zamansky. Par contre, la section syndicale de math se réunissait à l'IHP. Des élections du bureau y ont été alors organisées, sous la pression d'un gros noyau de gauchistes, et ces élections y ont vu la majorité changer. Ayant réussi à imposer une élection à la proportionnelle (nous avons vu le vent tourner), seuls 2 membres du bureau élu ont alors représenté ceux qui résistaient à ce vent très fort : Pierre Dazord (qui devait ensuite être nommé à Lyon) et moi-même. Bien sûr, le secrétaire élu était un jeune assistant gauchiste (L. Szpiro), que la section avait précédemment sauvé d'un licenciement (à noter que Szpiro est devenu directeur de recherche en classe exceptionnelle au CNRS !). Il est à noter que parmi les membres majoritaires du bureau on trouvait des personnes qui furent ensuite à l'origine de la création de l'université Paris 7, et qui s'y affrontèrent durement à leurs anciens alliés gauchistes (en particulier lors de la normalisation des examens de cette université, qui pendant presque 2 ans après mai 68 y eurent souvent un fort aspect collectif !).

Durant cette période, j'allais aussi à Orsay, pas pour enseigner (c'était la grève !), mais pour y « tâter la température », qui n'y était pas si chaude que cela du côté enseignant.

Un souvenir personnel, qui m'a beaucoup marqué : curieux de ce qui se passait dans l'AG « permanente » de la Sorbonne, j'y suis allé faire un tour, et j'y ai assisté à une scène qui m'a frappé ; un militant ouvrier (un peu âgé) d'une entreprise en grève vint à la tribune y présenter les revendications de ses collègues en grève : prime de panier, quelques améliorations des conditions de travail, des augmentations de salaire... Il a été littéralement hué par les présents à l'AG, qui ne s'intéressaient pas à ces revendications populaires, mais prétendaient faire la révolution !

Je n'ai pas le souvenir de relations fortes pendant le mois de mai de la section math de l'IHP avec l'Unef ou avec d'autres syndicats (il y en avait avant 68, en particulier avec la « mino » de l'Unef, et avec une « coordination » des sections Snesup de la région parisienne).

Bien entendu, la section a appelé à à peu près à toutes les manifestations qui ont eu lieu pendant cette période.

Je ne me rappelle plus très bien comment s'est déroulé la préparation du congrès de mai 68. Par contre je me souviens de la subtile manœuvre de Guy Bois appelant le congrès à se rendre à la Sorbonne pour « s'y interposer entre manifestants et policiers ». Bon nombre de délégués de province y ont vu une « réalité » de mai 68 qui les ont un peu effrayés, et seul un appel des

majoritaires, le lendemain, à clore le congrès et à en tenir un autre en juillet, a empêché que cette majorité ne se retrouve isolée !

J'ai participé au congrès de juillet, mais sans doute à titre de membre de la CA. Je ne me rappelle plus la préparation du congrès dans ma section.

Après mai 68, j'ai rejoint la section syndicale de math à Orsay, ce qui était plus raisonnable, et m'a permis de participer à sa lutte (dure !) en 70 pour la défense de trois assistants délégués que le département de math prétendait licencier ; mais c'est une autre histoire.

Par ailleurs, je n'ai pu assister au congrès de 69 qui a vu la « reprise » du syndicat, car mon fils venait de naître, et Janine avait besoin de moi.

Enfin, étant revenu à Orsay, je n'ai pas assisté à Paris à la mise en place de la loi Faure, et à la séparation entre Paris 6 et Paris 7.

François FABRE² – Assistant (Physique) – Toulouse - CA du SNESUP et Secrétaire section Sciences en 1968

1- Je n'ai conservé aucun document de cette époque. C'est donc à partir de mes souvenirs que j'écris ces lignes.

2- Assistant de physique à l'université scientifique et médicale de Toulouse, j'ai adhéré au SNESUP-FSU en 1964 et j'ai participé dès 1965 à la vie du bureau de la section de Toulouse sciences.

A cette époque où le recrutement était important, le secrétariat du syndicat était renouvelé tous les 2 ans. En 1966, j'ai été désigné pour assurer le secrétariat de la section sciences. En 1967 la section m'avait proposé d'être membre de la CA du SNESUP-FSU. J'étais également membre de la CA fédérale de la FEN.

3- Quelques camarades militaient au PC mais l'essentiel de leur activité était, me semble-t-il, syndicale.

La section SNESUP-FSU était animée par un bureau (de 8 à 10 membres) qui quadrillait les différentes disciplines.

Le SGEN avait quelques militants actifs.

La CGT et le SNPTES étaient présents.

4- Au matin du 6 mai 1968, j'étais attendu devant le laboratoire par 2 camarades syndiqués pas particulièrement militants qui s'insurgeaient contre les violations des franchises universitaires et se prononçaient pour une grève générale immédiate. J'ai donc avec des membres du bureau préparé l'AG du syndicat qui s'est tenue en fin d'après-midi. Ma surprise a été grande lorsque j'ai vu le nombre de syndiqués présents à la réunion (2 à 3 fois plus que d'habitude et des syndiqués que je ne connaissais pas).

La discussion quasi unanime a ratifié le mot d'ordre de grève appelé par le BN et m'a mandaté pour prendre contact avec la FEN départementale pour nous assurer de la solidarité de l'ensemble des enseignants.

² Texte tapé d'après un manuscrit

Le secrétaire fédéral de la FEN, Henri Gorce militant syndical ouvert et intuitif a immédiatement vu l'importance d'une prise de position. Contact pris avec les syndicats départementaux CGT, FO, CFDT, un meeting de solidarité avec les étudiants et les universitaires a été évoqué le 9 ou le 10 mai 1968.

Ce meeting toulousain mobilisateur (2 à 3 000 personnes) a ouvert la voie à une participation jamais vue antérieurement à Toulouse, lors de la grève générale du 13 mai où la seule intervention en fin de manifestation a été faite par Henri Gorce.

5- Dans la partie scientifique de l'université les étudiants imposent la grève qui est totale à partir du 13 mai 1968.

On assiste alors à un foisonnement d'initiatives (AG, groupe de réflexion) dans le domaine politique, culturel et pédagogique.

6- Durant les événements nous n'avons pas été en mesure d'être à l'initiative d'actions significatives avec les autres syndicats. Les revendications nationales : maintien des franchises universitaires, refus de la sélection IPRES, réforme des carrières... sont considérées après le 13 mai comme des revendications d'arrière-garde car certains visent la mise à bas de la société capitaliste.

7- Les rapports avec l'UNEF ont vite divergé après le 13 mai 1968, mais par contre nous avons maintenu le contact avec les syndicats (SNCS-FSU, SNPTES, CGT). Le personnel administratif n'avait à cette époque aucun syndiqué à ma connaissance.

8- Un travail a été mis sur pied pour créer avec le SNCS-FSU et le SNPTES une section FEN sur l'établissement. Toute fois nous n'avons pas réussi à mettre en place la structure.

9- Des distributions de tracts d'appel à la grève générale ont été organisées devant des usines d'aviation.

10- Aucune préparation du Congrès de mai 1968. Aucun lien avec le national.

11- Sur le plan local mise en place de tableaux d'affichage syndicaux pour bâtiment et obtention de locaux syndicaux.

12- Pour le Congrès de juillet 1968 aucun lien direct avec le national

13- La loi a permis une représentation plus démocratique. L'évolution du SNESUP-FSU a parallèlement subi une restructuration interne en divisant la section sciences en 4 sections (mathématiques, physique, chimie et biologie) qui a permis une meilleure intégration du syndicat dans les instances universitaires mais à affaibli la combativité du syndicat car certains adhérents ont quitté le SNESUP-FSU.

Rober Bourderon – Assistant d'histoire (Montpellier)

**SNESup, 50^e anniversaire de mai 1968 1968 à la faculté des lettres de
Montpellier**

Né le 31 août 1929, agrégé d'histoire, je suis depuis la rentrée universitaire de 1964 assistant d'histoire moderne dans le département d'histoire moderne et contemporaine de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Montpellier. Je suis syndiqué au SNESup et membre du parti communiste à la cellule de la Fac.

L'année universitaire 1967-1968, la section du SNESup de la Faculté des lettres de Montpellier compte 73 membres: 11 professeurs, 1 maître de conférences, 14 maîtres assistants, 40 assistants, 5 chargés d'enseignement, 2 collègues dont la fonction n'est pas précisée³.

Dans un "Projet" daté du 28 février 1968 la section se préoccupe particulièrement du mode de fonctionnement de la faculté, en fonction souligne-t-elle de l'augmentation des effectifs enseignants et étudiants, des modifications de la structure de nombreux enseignements, de la complexité accrue des tâches enseignantes, des grandes responsabilités qu'ont désormais les maîtres-assistants et les assistants. D'où la nécessité, souligne-t-elle, de réformer l'organisation de la faculté, et notamment d'assurer la participation active de "tous ceux qui ont une charge d'enseignement" à la définition des objectifs et orientations de la faculté. Le SNESup demande donc, entre autres, que les maîtres-assistants et les assistants soient membres de l'Assemblée de faculté avec voix délibérative. Un vent de réforme des instances universitaires se lève en ce début d'année. Signe des temps: devant les demandes syndicales, le Doyen a accepté avant 1968 la présence de deux maîtres-assistants dans le Conseil de la Faculté

Face aux événements de Paris et à la répression anti-étudiante, le SNESup appelle dès le 6 mai les syndiqués à la "grève sur le tas", "à l'heure de leurs cours, ouvrant le dialogue avec les étudiants sur les problèmes de l'Université". Le syndicat invite tous les enseignants à se joindre au mouvement, à se réunir chaque soir dans la salle des professeurs et à participer le 8 mai à une réunion de protestation et d'information à laquelle participeront le SGEN et l'UNEF.

De fait une AG enseignants étudiants a lieu le mercredi 8 mai dans le grand amphithéâtre de la Fac. Beaucoup de monde (1000 participants?). La discussion est très confuse, abordant de multiples sujets, marquée par des propositions souvent très démagogiques, comme celle exigeant des jurys étudiants avec voix délibératives pour les examens universitaires (son auteur fut d'ailleurs hué par de nombreux étudiants). La confusion sera le lot de la plupart des autres AG, parfois ponctuées de propositions très insolites, comme celle d'aller assiéger la caserne de CRS d'Uzès dans le Gard "pour soulager nos camarades parisiens", le bruit ayant couru que ces CRS allaient se rendre à Paris pour épauler les forces de l'ordre.

³ Archives personnelles. Tous les documents auxquels je fais référence proviennent de mes archives personnelles, désormais déposées aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine. Je remercie pour son aide Mme Patricia Gillet, Conservatrice en chef du patrimoine. Je remercie également Raymond Huard pour sa contribution à la mise au point de ce texte

Cela dit cette AG du 8 mai n'est pas inutile, car elle envisage la création de commissions auxquelles participeront étudiants et enseignants pour traiter des grands problèmes universitaires, de la sélection à l'entrée à l'Université au contenu des examens et à la participation des étudiants à la gestion. Une première structuration suivra, dès les 9-10 mai.

Le 11 mai, le Doyen de la faculté ordonne la fermeture de celle-ci, mais sous la pression des étudiants et après une longue négociation avec le SNESup la mesure est abandonnée le jour même. A cette date, la grève lancée par le SNESup ne concerne pas tous les enseignants, mais sa conjonction avec le mouvement étudiant paralyse la faculté. De nombreuses réunions, du niveau le plus local, celui des disciplines, à celui de l'Université, ont lieu quotidiennement pendant toute la période.

Le lundi 13 mai, le mouvement s'étend avec un appel à la grève et à une manifestation signé par la CGT, la CFDT, FO, la FEN, le SNI, l'UNEF, avec le soutien du parti communiste⁴, de la Gauche démocrate et socialiste, du PSU, contre la répression policière, pour une politique de plein emploi, la démocratisation de l'enseignement et la sauvegarde des libertés, l'appel soulignant que si on laisse le pouvoir gaulliste réprimer les étudiants, la classe ouvrière sera à son tour victime de mesures semblables. Un important rassemblement a lieu effectivement dans Montpellier.

Un autre appel à manifester le 25 mai regroupe les mêmes signataires, auxquels s'est jointe la CGC (Confédération générale des cadres), avec cette fois une plateforme revendicative plus précise, pour les salariés (augmentation des salaires et des retraites, reconnaissance de la section syndicale sur tous les lieux de travail, extension des pouvoirs des comités d'entreprise, abaissement de l'âge de la retraite...) et pour les enseignants (démocratisation de l'enseignement, autogestion des universités).

Peu de jours avant, le 21 mai; un communiqué du SGEN de la Faculté se réjouit de la contestation qui se développe "face à l'oppression économique" et rappelle sa proposition tendant à s'inspirer des comités d'entreprise pour organiser des institutions universitaires "mixtes enseignants - étudiants".

Au niveau de la faculté, paralysée par la grève, la restructuration des instances universitaires est un sujet majeur de discussions. Même si celles-ci demeurent souvent très confuses, cette question constitue un point de convergence sensible entre le SNESup et l'UNEF, au niveau des départements comme à celui de la Faculté, tandis que s'affirment au fil des jours les revendications des personnels techniques et des bibliothèques, leur entrée en grève, puis leur demande de

⁴ La cellule du Parti communiste et l'Union des étudiants communiste (UEC) de la Faculté des lettres ont publié vers le 10 mai un texte dénonçant la politique du gouvernement et fixant des objectifs de réformes profondes de l'enseignement supérieur, parmi lesquels la démocratisation des structures universitaires et la participation d'élus étudiants à la gestion de leur faculté.

participer à la gestion de la faculté. Le 17 mai une Assemblée générale extraordinaire réunissant des délégués de l'ensemble des départements de la Faculté adopte par 128 voix contre 63 une proposition du SNESup instituant une "nouvelle Assemblée provisoire de Faculté" chargée de toutes les questions de gestion immédiate et de préciser les futurs organismes de gestion. Cette assemblée sera composée de trois groupes sur la base de la parité: professeurs/maîtres de conférences, maîtres-assistants/assistants, étudiants. Elle comprendra également des représentants des personnels techniques, administratifs, et des bibliothèques. Même si le Doyen de la Faculté (qui reste Président de cette assemblée) et les assesseurs demeurent membres de droit, il s'agit évidemment d'une rupture majeure avec la hiérarchie existant à l'Université.

Une "commission des structures" se réunira plusieurs fois les jours suivants pour mettre au point le projet. Le 12 juin, son rapport est adopté par l'Assemblée générale de la Faculté: les mesures essentielles portent sur la reconnaissance de la liberté d'expression (88 voix pour, 2 abstentions, 14 refus de vote), la reconnaissance des droits syndicaux (86 voix pour, 3 abstentions, 13 refus de vote); le principe de la parité à tous les échelons pour les futures institutions (66 voix pour, 32 contre, 5 abstentions, 3 refus de vote). Cela dit, la contestation porte plus loin que sur les instances universitaires. Le 20 juin, l'Assemblée générale des assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement, se prononce pour la suppression de la thèse, "absolument inadaptée aux nécessités de la recherche" (40 voix pour, 10 contre, 9 abstentions), pour la reconnaissance du travail d'enseignement dans l'avancement et la carrière des enseignants (49 pour, 1 contre, 8 abstentions), pour le remplacement des catégories d'enseignants du supérieur par la création d'un "cadre unique de professeur de l'enseignement supérieur" (42 pour, 4 contre, 9 abstentions).

Dans cette conjoncture, il est intéressant de noter le communiqué du 17 juin du Syndicat autonome de la Faculté, d'emblée hostile à la grève. Après avoir précisé que la Faculté n'a jamais été administrée par un syndicat ou par un mouvement étudiant et que la seule autorité de droit demeure celle du Doyen, il souligne que les membres du syndicat autonome n'ont jamais cessé de remplir leurs obligations sous cette autorité, "tout en participant à l'entreprise de rénovation universitaire en cours". Affirmant son refus de la démagogie, il se prononce notamment pour une "rénovation démocratique" des structures et souhaite l'autonomie des Universités, la cogestion enseignants - étudiants avec participation du personnel administratif et technique, la diversification des méthodes d'enseignement et de recherche, sous réserve du respect de certains "impératifs", comme l'"indépendance morale" des universités et celle des enseignants. Le syndicat se déclare prêt dans ces conditions à "participer à toutes négociations susceptibles de s'ouvrir". Ces positions seront brièvement évoquées le

27 juin dans un court communiqué dont l'unique objectif est de rappeler que la seule autorité légale, pour tous les personnels, est celle du Doyen - le syndicat autonome confirme ainsi son hostilité au mouvement en cours

Cette autorité, le Doyen manifeste sa volonté de l'exercer. Il décide de fermer la Faculté à compter du 7 juillet, malgré l'avis de la commission transitoire de gestion. Il justifie sa décision par la nécessité de procéder au nettoyage et à la désinfection des locaux. Le 9 juillet, la section du SNESup unanime dénonce cet acte arbitraire, la "publicité ostentatoire" que le doyen lui a faite, les arguments d'hygiène que le syndicat estime infondés - il y eut cependant quelques dégradations dans des salles de cours. Soulignant que la Faculté était pratiquement vide de tout occupant, le SNESup précise que les premières victimes de ce "zèle intempestif" sont les chercheurs, enseignants et étudiants, qui n'ont plus accès à la bibliothèque et aux laboratoires, sauf, pour les seuls enseignants, demande obligatoire de laisser passer 48 heures à l'avance. La décision du Doyen entraîne la démission le 10 juillet de deux de ses assesseurs, professeurs membres du SNESup.

Les examens renvoyés à la rentrée universitaire, l'attention se porte désormais sur les futures structures universitaires et la loi qui les consacreront. Dans un texte non daté, le SNESup de la Faculté souligne les insuffisances de la loi d'orientation en cours d'élaboration, en premier lieu le fait qu'elle ne garantit pas l'exercice des libertés politiques et syndicales dans l'Université et que les principes de cogestion et de parité risquent d'être vidés de leur contenu. Mais le SNESup souligne également qu'il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des mesures prochainement adoptées, malgré les risques d'infléchissement réactionnaire. Pour favoriser la mutation nécessaire, la section du SNESup propose de confier provisoirement la gestion de la Faculté à un Conseil paritaire de 10 enseignants (5 professeurs et maîtres de conférence; 5 maîtres-assistants et assistants) et de 10 étudiants, élus à la proportionnelle au scrutin de liste. Ce conseil élira en son sein un Directoire paritaire de 6 membres. Il gèrera les inscriptions, les demandes de bourses, l'organisation de la rentrée, la mise en pratique des libertés politiques et syndicales.

Une fois la loi Faure adoptée, la section du SNESup de la faculté s'inscrit dans les modalités de son application, ce qui ne manque pas de poser problème, de susciter des débats, voire de diviser. Le 15 novembre, elle adopte minoritairement (15 voix pour, 9 contre, 20 abstentions) une motion qui illustre la difficulté d'avoir une position très claire. Ce texte souligne que la rentrée 1968 se fait sous le triple signe de la participation des enseignants et des étudiants à une œuvre commune, de la refonte de l'institution universitaire, de la transformation des rapports pédagogiques. Il précise que la nouvelle loi, quelles que soient les critiques que l'on peut lui adresser, permet la reconstruction d'un système d'enseignement dont

l'archaïsme et l'inadaptation à la vie ont été dénoncés. Mais, poursuit la motion, la reconstruction ne se fera pas si on l'attend seulement de la promulgation de la loi, qui ne propose aucune réponse aux questions essentielles sur ce que seront les nouvelles unités d'enseignement et de recherche, leurs statuts, les nouveaux cadres pédagogiques dans lesquels sera élaborée une pratique nouvelle de l'enseignement et de la recherche. D'où la nécessité d'énoncer quelques principes, mais ceux-ci ne concernent en fait que les étudiants:

- 1) Une rentrée pédagogique traditionnelle équivaldrait à revenir de fait à la situation antérieure qui a été officiellement condamnée dans la loi d'orientation;
- 2) Une autre rentrée est nécessaire, à laquelle doivent participer tous les étudiants inscrits, afin que soit reconnu dans les faits leur droit de décider de leur avenir et des formes nouvelles de leur travail, en collaboration avec les enseignants. Il appartiendra donc à des assemblées d'étudiants d'"inaugurer" cette rentrée, d'en discuter les conditions avec les enseignants, puis d'élire des délégués "dûment mandatés";
- 3) Avant d'élire leurs délégués, les assemblées d'étudiants devront connaître tous les problèmes sur lesquels elles prendront position: conditions d'application de la loi, définition des unités d'enseignement et de recherche, assemblées chargées d'élaborer leur statut, programmes et méthodes d'enseignement, contrôle des connaissances, débouchés hors de l'enseignement, formation pédagogique des professeurs du secondaire. Cette connaissance permettra aux délégués élus de débattre avec les "enseignants compétents", une commission paritaire de coordination faisant la synthèse des travaux.
- 4) Les premières expériences pédagogiques pourront intervenir dès qu'un accord sera passé entre délégués étudiants et enseignants. Cela suppose un "authentique travail universitaire" qui exclut, lors de cette première phase de l'année qui doit être close avant les vacances de Noël, une reprise des cours classiques à la discrétion des seuls enseignants, qui exclurait la possibilité pour les étudiants et leurs élus la possibilité de se consacrer réellement à leurs nouvelles tâches.

Les semaines suivantes, le SNESup affine ses propositions, les axe essentiellement sur la démocratisation des instances universitaires, en ne limitant pas celle-ci à la seule question étudiante. En février 1969, le programme des candidats du SNESup pour les premières élections aux Conseils d'UER Sciences humaines résume bien la position du syndicat, qui rappelle que la nouvelle loi d'orientation comporte des aspects qui sont l'acquis des luttes de 1968, mais qu'elle est insuffisante et en partie dénaturée par des décrets d'application - ainsi le refus de considérer les conseils d'UER comme des instances réellement représentatives. Mais le SNESup estime que l'abstention serait inefficace et qu'il faut utiliser toutes les possibilités de la loi, même si elles sont limitées, pour défendre les intérêts des enseignants et des étudiants. Trois thèmes sont alors abordés.

1) Démocratisation des conseils. Les candidats du SNESup agiront pour l'égalité du nombre des assistants et maîtres-assistants face aux professeurs et maîtres de conférences (la loi prévoit 60% pour cette catégorie), la suppression du quorum étudiant, le scrutin proportionnel, le scrutin direct pour le Conseil de l'Université, la réduction du pouvoir des recteurs. Il faudra également veiller à ce que la présence de personnalités extérieures n'entraînent pas une "vassalisation" de l'Université - une première mise en garde avait déjà paru dans un texte antérieur, avec la crainte d'une "pénétration massive du patronat" par le biais des personnalités extérieures.

2) Défense des intérêts du personnel: opposition à toute tentative de remise en cause des garanties statutaires, refus de toute contractualisation ou d'aggravation des conditions de travail, nomination de nouveaux enseignants soumise à l'agrément de tous les enseignants de l'unité, demande d'attribution des moyens nécessaires (postes et crédits) à l'enseignement et à la recherche. De ce fait, le Conseil ne doit pas se limiter à une activité gestionnaire et administrative. Il doit prendre toutes ses responsabilités pour obtenir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'Université.

3) Fonctionnement de l'UER. Pour l'élaboration de statuts de l'UER, première tâche du Conseil, les élus du SNESup défendront le maintien de la liaison organique de l'enseignement et de la recherche à tous les niveaux (1^{er} cycle compris); la gestion démocratique de l'unité par la participation effective de tous les membres du conseil; la création de commissions paritaires enseignants/étudiants pour préparer le travail du conseil; le maintien d'un enseignement diversifié et réellement pluridisciplinaire; un contrôle continu des connaissances permettant la suppression de l'examen final pour les étudiants ayant donné satisfaction.

Le programme du SNESup s'achève par le constat de sa convergence avec celui des étudiants qui ont décidé de participer aux élections, ce qui induit la nécessité d'une collaboration permanente avec les délégués étudiants.

Ce programme conclut en quelque sorte les prises de position depuis mai 1968 et ouvre la période d'application concrète de la loi Faure.

Robert JAMMES⁵ – hispaniste (Toulouse)

⁵ Texte tapé d'après un scan de manuscrit

(...) mes souvenirs de mai 68 sont plutôt lointains et, de surcroît, pas tous exaltants. Roger Lambert a eu la gentillesse de venir me voir pour en parler, ce qui a un peu stimulé notre mémoire.

Avant 1968 on ne se battait guère pour briguer le secrétariat de la section SNESUP de ce qui était encore la Faculté des Lettres de la rue Albert LAUTMAN, contiguë à la Faculté de Droit.

J'avais promis aux collègues syndiqués qui insistaient beaucoup, d'accepter cette responsabilité dès que je serais libéré de ma thèse, et c'est ainsi que je fus élu secrétaire, vers novembre 1967, dans le plus grand calme.

Les étudiants toulousains commencèrent à s'agiter, surtout en Lettres, vers le début du printemps. Je me souviens du « Mouvement du 25 avril » qui défilait sur les boulevards, en scandant « Che, che, Guevara ! ».

Nous condamnâmes énergiquement, dans un tract, l'initiative du Recteur, qui avait cru bon de pénétrer dans la Fac à la tête d'un escadron de CRS pour faire évacuer un amphi occupé. L'incident acheva de mettre le feu aux poudres, toute la Fac fut occupée en permanence, le doyen GODECHOT dépossédé de tout pouvoir, mais personne ne fut molesté : pour les étudiants, l'ennemi c'était les « fachos » de la Fac de Droit voisine, qu'ils ne cessaient de surveiller pour le cas où... Ils avaient même créé des B.I.R. (Brigades d'Intervention Rapide), toujours en alerte en prévision d'une attaque. L'ambiance était révolutionnaire et folklorique.

Les Assemblées Générales devinrent quotidiennes. Nous y étions démocratiquement écoutés, Lambert et moi (et d'autres collègues, pas forcément de gauche) quand nous allions y prendre la parole.

Pendant quelques semaines, l'interlocuteur « reconnu » des étudiants fut MONSUEZ, professeur de latin, proche de la retraite. Poussé par les circonstances sans l'avoir cherché, assez grande gueule pour ne pas se laisser impressionner, il fit de son mieux pour limiter la casse et finalement tout se passa à peu près bien, matériellement, jusqu'aux vacances.

Quant à notre section syndicale, jusque-là somnolente, elle s'éveilla brusquement vers le début mai, et fut prise d'une frénésie à laquelle je ne m'attendais pas. Des collègues que j'avais toujours connus peu combatifs, apolitiques et modérés sur tous les plans, se découvrirent soudain une vocation révolutionnaire, se réclamant bruyamment de GEISMAR, COHN-BENDIT et autres prophètes parisiens. Nous ne tardâmes pas, LAMBERT (secrétaire adjoint) et moi, ainsi que les vieux piliers (VIERS, par exemple, en géographie) qui essayaient de maintenir une ligne syndicale correcte, à être considérés comme obstacles à la révolution imminente, et dénoncés comme « réactionnaires-staliniens ».

Il y eut beaucoup de démagogie, de la part notamment de certains collègues soucieux de leur promotion, qui passaient leur temps à flatter les étudiants pour mieux secouer le cocotier.

Nous résistâmes de notre mieux, mais, comme il fallait s'y attendre, nous finîmes par être mis en minorité, et c'est une coalition hétéroclite de gauchistes (ils n'avaient de commun que l'anticommunisme) qui s'installa pour un an au pouvoir, sans trop savoir qu'en faire.

Le congrès du SNESUP se tint à Paris en juillet 1968, et j'y participai en tant que délégué de la « tendance » devenue minoritaire. J'y retrouvai les mêmes affrontements, mais il était visible aussi que, dans beaucoup de Facs provinciales, la situation n'avait pas atteint, au niveau syndical, les sommets de Toulouse Lettres. Je me souviens de Guy ODENT (un des responsables nationaux de l'époque), qui gardait sa sérénité et nous réunissait par petits groupes pour s'informer et préparer l'avenir.

Bilan plutôt négatif, donc, mais c'est dû au fait que mes souvenirs sont surtout limités à la section syndicale en ébullition dont j'avais la charge, ce qui m'éloignait des étudiants. Si j'avais pu tenir compte plus largement de leur action, de leurs projets (au-delà d'une incroyable confusion idéologique, qui permit à De Gaulle de reprendre les choses en main, provisoirement), le bilan serait sans doute plus positif ; assez, en tout cas, pour que nous souhaitions les voir à nouveau dans la rue pour déployer une contestation massive et radicale, et mettre définitivement « le bordel » dans les plans de notre président et de ses chers « premiers de cordée ». Nous sommes nombreux, je crois, à attendre cette réédition de mai 68.

Roger LAMBERT⁶, assistant (géographie) _ Toulouse.

Je regrette de ne pouvoir aider à cette étude mai 68... pour 2 raisons : Je n'ai retrouvé aucun document de l'époque et ma mémoire est terriblement défaillante.

Pour moi, Mai 68 a éclaté alors que j'étais avec VIERS en Allemagne, avec une quarantaine d'étudiants en géographie. Quelques-uns de ces étudiants avaient des informations par leurs copains toulousains où ça chauffait depuis avril.

En 15 jours la situation politique changea brusquement. Certains profs se cachaient (le directeur de l'Institut de géographie en profita pour disparaître et se faire faire un dentier). Certains assistants basculaient dans le gauchisme et les plus échaudés se passaient le mot avec les étudiants et étudiantes.

GODECHOT, président de l'université essaya de sauver ce qui pouvait l'être et ne soufflait pas sur les braises.

Les communistes avec MALRIEU, CAUSSAD, FRONTY veillaient au grain et affrontaient toutes les discussions courageusement. Mais si nous avions l'oreille de beaucoup d'étudiants, la vague était trop forte et nous ne pûmes empêcher la nuit des barricades.

⁶ Texte tapé d'après un scan

Robert HERIN, assistant (géographie), Caen

En 1968, je suis depuis septembre 1965 assistant au département de géographie de Caen. Ancien normalien de l'ENS Saint-Cloud, puis professeur en lycée, je suis adhérent de la FEN depuis une dizaine d'années. J'ai adhéré au Parti Communiste en mai 1958. En 1968, je n'ai ni responsabilités syndicales, ni politiques. Le SNESup est alors très présent dans l'université de Caen ; entre scientifiques et littéraires, les réunions syndicales réunissent jusqu'à une centaine de personnes. La Cellule du PC réunit entre 20 et 30 adhérents.

Fin 1967, l'UNEF organise des manifestations contre la loi Fouchet. Les protestations ont des échos jusque dans les départements d'enseignement jusqu'alors réputés calmes et conviviaux. C'est le cas en Géographie, pourtant doté dès 1966/67 d'un conseil réunissant enseignants et étudiants—l'un d'eux évoquera lors d'une réunion de ce conseil à l'automne 1967 « la lutte de classe entre enseignants et étudiants. Étonnement scandalisé des professeurs...En janvier 1968, l'inauguration d'un amphithéâtre par le ministre de l'Éducation nationale Alain Peyrefitte provoque une vive manifestation étudiante ; le ministre est obligé de quitter les lieux. Parmi les mouvements précurseurs de mai 1968 à Caen, on évoque les violents affrontements entre les ouvriers de l'usine de camions SAVIEM et les forces de l'ordre, en centre ville dans la nuit du 26 au 27 janvier. On verra dans ces manifestations ouvrières des événements précurseurs à Caen de mai 1968, de la conjonction du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, des liens qui se nouent alors entre des groupes d'étudiants et des ouvriers, en rapport avec la forte implantation de la CFDT dans certaines usines (la SAVIEM par exemple et des relais à l'université.

Confronté à des problèmes personnels prioritaires et donnant une partie de mes enseignements au collège universitaire du Mans, je n'ai pas été attentif dès les premières heures au déclenchement de mai 1968, pensant d'ailleurs comme nombre de collègues, que Nanterre c'était loin et éphémère. Puis l'université de Caen entre dans le mouvement : assemblées générales tenues dans les amphithéâtres des Lettres, où s'affronte des ténors de la parole, connus ou se révélant alors : historiens, scientifiques hostiles au mouvement, sociologues, littéraires (enseignants et étudiants) fers de lance de la parole. Les géographes participent, mais peu nombreux 'étudiants et enseignants sont ceux qui prennent la parole. Le SNESup est peu présent et le PC discret, pour le moins. C'est dans les commissions, groupes de réflexions, réunion intersyndicales que leurs adhérents interviennent : en effet, peu nombreux sont parmi eux les personnalités jouissant d'une forte reconnaissance universitaire, peu de professeurs, une génération d'assistants recrutés depuis peu ; peu d'orateurs aussi susceptibles de tenir une assemblée générale.

Le SNESup éclate : nombre de professeurs, conservateurs bousculés par le cours des événements, le quittent, adoptant certains d'entre eux des positions réactionnaires ; les scientifiques pour beaucoup d'entre eux font défection, et prônent alors la création d'une seconde université, qui serait scientifique.

Le SNESup collabore avec le SGEN, maintenant dynamisé dans la préparation des manifestations, délégations, motions, perdant ainsi une part de son autonomie. Les quelques adhérents SNESup/PCF sont présents à ce niveau du mouvement, la reconnaissance dont ils bénéficient comme enseignants et militants « historique » tempérant les réactions d'anticommunisme à leur égard.

J'ai participé aux manifestations de mai-juin 1968—sans en conserver documents et souvenirs personnels ; ni des contacts avec l'UNEF, la FEN ; ni de la préparation du Congrès du SNESup, absorbé par mes problèmes personnels et les nombreux groupes de travail qui ont bouleversé l'organisation et la conception des enseignements à l'échelle du département : une direction élue, un bureau, un conseil paritaire enseignants-personnels-étudiants ; suppression des cours magistraux, organisation en « valeurs » des enseignements, participation active au téléenseignement et aux sessions de cours week end et vacances pour les étudiants salariés, jurys d'examen paritaires (vite abandonnés par les étudiants), participation début juillet à Tours à l'assemblée nationale de la géographie—que de enseignants parisiens ont bien voulu éclairer de leurs paroles déconnectées des réalités et avancées du mouvement de remise en question des enseignements et pratiques universitaires.

La loi Edgar Faure a établi un ordre universitaire inédit, notamment par les conseils élus de l'université et de ses composantes, par les débats et enjeux qu'ils ont suscités, dans un contexte nouveau par rapport aux structures antérieures de paroles libérées, tant pour les étudiants que pour les assistants et maîtres-assistants. En outre, les événements de 1968 ont contribué à faire sortir l'Université de ses champs clos, à sortir vers la ville—non sans incompréhensions et conflits. Ils ont aussi permis à nombre d'universitaires et de personnels d'accompagnement, voire d'étudiants de sortir de leur département et de leur discipline et d'avoir une vision plus globale de leur université et du contexte national de l'enseignement universitaire et des enjeux qui le traversent.

Ce n'est pas une recherche d'historien ; mais des bribes d'un témoignage en partie effacé par les années, les mouvements ultérieurs, les réformes successives, les prises de responsabilités dans l'université...

Marie Cottrell, assistante (Maths), Paris, non syndiquée en 1968

: souvenirs concernant Mai 68 et le SNESUP

Les items ci-dessous sont un guide pour recueillir les souvenirs de militant.e.s du

SNESUP, déjà en poste à l'université en 1968. Toute contribution complémentaire, notamment concernant la mise en place de la loi Edgar Faure dans les universités ou la place des femmes dans le mouvement en Mai 1968 pourra contribuer à l'histoire du syndicat ou/et des universités.

- 1) Qui recueille ? Comment ? Enregistrement audio ou video si possible - Réponse écrite après communication de la grille - Demander des documents (tracts, affiches, journaux, CR de réunions, etc)

Rien de tout ça, seulement qqs souvenirs

- 2) Situation en 1968 (fonction occupée, établissement, syndiqué.e ou non, activité syndicale/politique - locale, nationale ou non - , ...) et état civil

Assistante depuis septembre 1967, Université de Paris, non syndiquée, non adhérente à un parti, mariée 2 enfants.

- 3) Quelles organisations (politiques et syndicales) étaient présentes dans l'établissement avant mai ? avec quelles activités? Qui animait la section SNESUP ?

Je n'en sais rien

- 4) Quand et comment s'est déclenchée l'action dans l'établissement ?

Comme partout dès le début mai, manifestations dans le quartier latin

- 5) — Les actions dans l'établissement : qui y participe ? - quelles formes (grève, AG, groupes de réflexion, ...) ? quels thèmes évoqués ?

Grève et manifestation, AG, débats,

Question de l'évaluation, des notations, des examens, interventions de Chevalley

- 6) Y a-t-il une vie autonome de la section SNESUP durant les événements ou se fond-elle dans des actions communes/globales.... Les positions nationales du SNESup sont-elles débattues? Quelles sont les revendications locales et nationales qui sont mises en avant?

Je n'en sais rien du tout

- 7) Quels rapports avec l'UNEF? avec le personnel administratif?

Aucune idée, dans les AG tout le monde parle, sans distinction d'appartenance. Je suis plutôt sympathisante de la LCR.

- 8) Y a-t-il eu des relations avec les autres syndicats d'enseignants de la FEN (SNES, SNEP, SNCS) ou d'autres organisations? Quelles relations avec la FEN (nationale et/ou départementale) ?

Aucune idée

- 9) Les actions à l'extérieur (avec qui, quelles formes, etc)

Désordre et improvisation

- 10) La préparation du Congrès du SNESUP de Mai 1968. Quel lien avec le national?

Je n'étais pas syndiquée

- 11) Les négociations avec le gouvernement (quel écho local ? quelles prises de positions locales ?) – Y a-t-il eu des échanges avec la direction de l'établissement ou négociations locales ? Si oui, sur quoi ont-elles porté ?

Idem

- 12) Le Congrès de Juillet 1968 - Quel lien avec le national

Ne sais pas

- 13) Après la loi Edgar Faure dans ton établissement : quelles mutations dans la vie de l'université? de nouvelles organisations? quelle évolution (quantitative, structuration interne) du SNESUP ?

En septembre 1968, j'ai changé d'établissement, je suis partie à Orsay, pour des problèmes personnels. Là, je me suis syndiquée, mais tout de suite.

Sur la place des femmes, je suis restée garder mes deux filles plus souvent qu'à mon tour, pendant que mon mari allait monter la garde sur le toit de l'IHP.

Bernard Herszberg, Maître de Conférences (Médecine) , Paris, secrétaire général du SNESUP de Juillet 1968 à 1969.

Résumé issu d'un entretien du 29 Mars 2018

En 1968, Bernard Herszberg^[1] était Maître de Conférences, médecin à La Pitié Salpêtrière et œuvrait à la création du CHU Henri Mondor (Créteil).

Le 3 mai 1968, « c'était la première fois que le Recteur faisait entrer la police dans l'Université ». Le soir même, le SNESUP lançait son mot d'ordre de grève générale. Alain Geismar avait déclaré « nous ne maintiendrons pas l'ordre » (cf. revue "Niveau 3").

Depuis 1956 (guerre d'Algérie), Bernard Herszberg – encore étudiant à Nancy – avait acquis l'expérience de la militance commune avec les catholiques progressistes. Ces derniers se sont trouvés plus tard bien représentés à la direction du SNESup par de fortes personnalités : Michel Fontaine, secrétaire général en 1966-67, et François Liot, ancien dirigeant de la JEC, jeunesse étudiante chrétienne. C'est avec François Liot et Christian Dalage que fut énoncée au Colloque d'Amiens (avril 1968) la formule, jugée scandaleuse par certains car pas assez "laïque" à leurs yeux : « Enseigner c'est s'engager ! ». Avec Michel Fontaine débuta le combat contre "la langue de bois" stalinienne.

La position du SNESUP de mai à octobre 1968 était « on ne négocie pas tant que se poursuit la répression policière et que les militants sont emprisonnés » ; de ce fait rien n'a été négocié sur les questions corporatives, contrairement à ce qui s'est passé du côté du SNCS.

Opposé au boycott des élections dans les instances universitaires de la Loi Faure, Bernard Herszberg a été mis en minorité en novembre 1968, tandis que le nombre des syndiqués était passé de 4500 à 7500.

Entretien entre Daniel Monteux (DM), Marcel Francis Kahn (MFK), Gérard Lauton (GL), Michelle Lauton (ML), Danielle Tartakovski (DT) du 16 Mars 2018, retranscrits par Gérard et Michelle Lauton⁷ d'après des notes de Gérard Lauton et un enregistrement audio.

MFK : le SNESUP était fort en Médecine chez les assistants. Mais dans ma section de Bichat, j'étais le seul professeur. On était deux sur tout Paris. Les autres étaient des assistants.

Résumé de Michelle Lauton : Est évoquée la bataille pour la titularisation des attachés-assistants de médecine après le Congrès de Caen – Il existe un échange sur l'existence du Congrès de Juillet 1968 du SNESUP, qui ne rappelle rien à MFK, sans doute à cause de son implication sur la préparation d'une

⁷ Ne figurent pas, avec l'accord des auteurs, des passages ne renvoyant pas à Mai 68

nouvelle session du tribunal Russel sur le Vietnam. - MFK évoque son départ du SNESUP dans les années 85, sur des questions internationales. – il donne des documents sur Mai 68 et sur d'autres évènements.

La guerre du Viêtnam avait à cette époque une grande résonance. Particulièrement *du fait des attaques chimiques des civils par le gaz nitrile* qui avait fait l'objet d'un rapport car cela tuait des gens. Je m'étais livré à des investigations et j'en étais devenu un expert international, invité à ce titre par la Couronne royale d'Angleterre en lien avec l'utilisation du CS⁸ contre les Irlandais. Cela avait fait un grand scandale en Angleterre. J'avais écrit au Préfet de Police et au Ministère de l'Intérieur. J'avais aussi organisé une conférence de presse avec le Secrétaire général du SNESUP Alain Geismar le 11 mai après « les barricades ». Il y avait eu en fait une mort cachée, celle de Mme Massina, une femme avec enfants qui avait déjà des problèmes pulmonaires, avait inhalé du CS et qui était décédée en arrivant au service d'Orthopédie de l'hôpital Cochin. Un chantage a été ourdi afin d'empêcher une enquête. De même, on avait trouvé au pied d'une barricade un homme mort d'un coup de couteau. Son autopsie, pratiquée par une médecin militante du SNESUP venue nous voir rue Monsieur Le Prince, avait révélé la présence d'un éclat de grenade dans le cœur. Après discussion, on avait jugé préférable de ne pas révéler la cause de la grenade au risque de provoquer un raz-de-marée. C'était vers le 20 Mai.

DM : Parmi les antécédents du mouvement de Mai-Juin 1968, il y a eu les mouvements sociaux, les mouvements universitaires et le Vietnam qui a motivé une énorme Journée des intellectuels à la Porte de Versailles (fin Mars 1968).

⁸ Le CS = 2-chlorobenzylidène malonitrile ou ortho-chloro-benzal malonitrile est un gaz lacrymogène. À forte dose, il peut provoquer hémorragies internes, œdèmes pulmonaires et une détresse respiratoire qui peut être fatale. Le foie, le cerveau et les reins sont particulièrement vulnérables. Sa dégradation par le métabolisme produit des substances très toxiques.

MFK : À l'automne 1967, le PSU avait déjà publié une brochure avec des photos du maquis du Vietnam. Les maquisards avaient le projet de lancer une grande offensive. D'où le grand meeting à la Mutualité en février 1968 dans le cadre d'une campagne « *Dites-le !* ».

DM : l'opposition à la guerre du Vietnam a joué un rôle catalyseur de la révolte de 68.

MFK : on peut dire qu'il en a été de même en Allemagne.

ML : Plus largement, il y a eu également la guerre d'Algérie en toile de fond, ainsi que l'a observé Jacques Guyot.

DM : En cette période, il y avait dans le milieu universitaire une forte politisation anti-impérialiste du fait de la guerre du Vietnam et de l'assassinat de Che Guevara en octobre 1967. On peut y ajouter le Printemps de Prague. Ainsi que l'éviction en février 1968 de Henri Langlois, Directeur de la Cinémathèque, les manifestations ayant permis sa réintégration en Avril. Tout ceci suscitait un bouillonnement.

ML : de même, il y avait le conflit social des usines Renault de Cléon, comme l'a rappelé Claude Mazauric à Rouen

DM : Concernant le Vietnam, il y avait en fait deux orientations, d'une part « Paix au Vietnam », d'autre part « Le FLV vaincra ». On peut rappeler l'implication sur ce point de Madeleine Rébérioux.

MFK : Lorsque le mouvement s'est désagrégé après 68, on pouvait noter le rôle qu'y avaient joué la LCR, le PSU, Madeleine Rébérioux et Marianne Schaub. Il y a eu un Front de Solidarité avec l'Indochine, le FSI qui a tenu 2 ans. Quant aux maoïstes, ils ont eu un sérieux problème lorsque Nixon a invité Mao ...

MFK : On peut évoquer des militants de cette époque, notamment Guy Bois qui a joué un rôle très estimable.

ML : J'ai pris contact avec lui ; il a terminé sa carrière comme prof à Paris 1 et il habite en région parisienne.

MFK : Merci de lui transmettre mes amitiés ; je me souviens qu'il m'avait mandaté.

Résumé : Michelle Lauton : MFK et DM évoquent des militants et patients célèbres.

DM : Le lendemain de la nuit des barricades du 10 mai 1968, on m'avait dit : « pas top vos pavés » puis « tire-toi de là, bourgeois ». Henri Malberg faisait partie de la direction du PC dans la Section du 5^{ème} Arrondissement de Paris ; il n'était pas si "stal" que tu le dis ; en réalité, on l'était tous. Souvenir : à 6 heures du matin, Henri m'appelle pour « faire le tour du quartier » ; entre 6 et 7h, on voit la multitude de voitures brûlées, des scènes de guerre civile au coin de la rue Gay-Lussac. On a préféré fermer l'Institut de Géographie, qui possédait une cartothèque de grande valeur.

MFK : Étant médecin des hôpitaux, j'étais porteur d'un « coupe-file » et je pouvais franchir les barrages de contrôle. Mendès-France voulait me voir après mon retour du Vietnam et il était furieux que les généraux américains le tiennent pour responsable de la 2^{ème} guerre du Vietnam. Lors de la manifestation du 24 mai près de la Gare de Lyon, je lui ai dit : « Maintenant, c'est à vous, Monsieur le Président » et il m'a répondu « c'est d'accord ». On est allé en voiture à la Bourse quand on a entendu qu'elle brûlait : ce n'était que la porte. Puis on s'est rendu à pied au Quartier Latin. Le lendemain soir, il y a eu une réunion du bureau national du PSU chez moi, pour éviter les micros. Quinze jours après, la police est venue chez moi pour procéder à une perquisition en arrivant par les toits !

Les Vietnamiens préparaient la 3^{ème} session du Tribunal Russel et il était difficile de mobiliser après Mai 68. Nous avons eu l'aide de Madeleine Rébérioux et Laurent Schwartz. On a su le massacre de 300 Vietnamiens à

My Lai. Les Vietnamiens ont demandé à avoir à bref délai des enregistrements des télés américaines ; il y avait bien une solution, que les Cubains enregistrent, mais comment y aller ... ? Je connaissais Cuba pour y avoir pratiqué la chasse sous-marine avec Fidel Castro. Mais il n'y avait pas de vol possible. Finalement, ma femme y est allée et a obtenu de pouvoir ramener les bobines en France. Une fois à Paris, elle a dit au téléphone à Roger Pic « J'ai les bobines » ; mais il était sur écoute. En fait, le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin voulait une preuve d'un complot international. C'est ce qu'ils cherchaient chez moi. Ils ont tenté d'acheter l'adjoint de Pic, ont fini par trouver une bobine sur la guerre du Vietnam, mais pas celle qu'ils cherchaient. On a donné la bonne aux Vietnamiens qui l'ont utilisée. J'ai même fait rencontrer l'ambassadeur de la RDV avec Krivine.

ML : peut-on revenir à ce qui se passait au SNESUP ?

MFK: (ajout d'un courriel ultérieur) un important est que avec quelques assistants et maitre assistants en médecine nous nous sommes détachés de la grande manif (du 13 ou du 15 ?) et nous sommes en dans la nouvelle fac rue des Saint-Pères ou il y avait une réunion assez confuse de profs .Je suis monté à la tribune et j'ai improvisé un assez long discours (dont à la relecture je ne le trouve pas terrible) mais qui a déchainé un tonnerre de soutiens de la part des assez nombreux étudiants qui étaient entrés dans l'amphi qu'ils et elles allaient appeler amphi Che Guevara .Cette nouvelle fac a été une des dernières occupées et j'ai été au nom du Sne-sup auprès des étudiants au moment où la police est entrée pour faire évacuer la fac !

DM: je détiens la totalité des bulletins du SNESUP, notamment ceux du Congrès de 1967 à avril 1968, ainsi que la Circulaire Geismar du 3 mai qui évoque le congrès avorté de mai 1968. Après le départ de Geismar, un congrès officiel s'est tenu début juillet. J'avais dû présenter une motion

Orsay-Plateau, texte explicatif de notre démarche ; des courants nous vilipendaient en criant « des gommes et des crayons » ou en nous en lançant. Lors du Congrès de juillet 1968, Bernard Herzberg a été élu Secrétaire général.

MFK : en 1969, c'est moi qui devait être secrétaire général, mais il s'est passé des choses troublantes dans la commission de dépouillement. On l'a su par la suite. Cela aurait été autour de plusieurs militants : un anarchiste, Michel Broué, des PSU et des LCR. On avait la majorité mais le scrutin a été truqué, nous a dit un gars de la commission de dépouillement. A posteriori, je ne regrette pas. Cependant, j'ai revu ce même type de problème à plusieurs reprises, avec des scrutins très serrés se jouant à quelques dizaines de voix près.

DM : Je conteste l'accusation de fraude⁹. On a gagné le congrès de 1969 car en fin de compte nous avons obtenu de pouvoir mettre aux votes la question du nombre de corps. Cela a donné lieu à une AG en novembre 1969 et cette section a changé son vote. Tu nous as dit : « nous ferons l'action que vous ne déciderez pas ». L'AG de 1969 a validé l'option d'un système à 2 corps. La majorité s'est consolidée. En 1970, il y a eu 6 courants face à Action Syndicale !

ML : pour revenir au SNESUP en 68, tu étais donc Délégué du BN pour La Sorbonne ? Qu'en était-il ? Nous savons juste ce que DT a trouvé dans les archives de Guy Odent.

MFK : C'est là que j'ai rencontré les « Katangais ».

9 Courriel de DM du 20/04/2018 : La commission des mandats, qui comptabilisait les votes, se composait ,à peu près à part égale ,de membres de la majorité Hersberg et de membres de l'opposition Action synducal, dont moi.

Sur la prise en compte de votes arrivés hors délais,il y a eu consensus.

Mais division conduisant à soumettre une décision au congrès sur

- l'adhésion de 154 élèves de l'ENS ULM soutenue par le bureau contrairement à la règle dans la FEN selon laquelle les élèves-professeurs des ENS se syndiquaient au SNES ou au SNEP (ç'avait été mon cas à St Cloud en 54-58);

- l'adhésion de "collaborateurs techniques non enseignants" syndiqués au SNPTES.

Le congrès a tranché négativement en rejetant une motion d'ordre du BROUE (FOU,majo Hersberg) par 131 voix contre 108:première indication du rapport des forces...

Ensuite,il n'y a eu aucun recours à la commission de discipline de la FEN,ni aucune plainte en justice.

la remarque de MFK n'y a donc aucun fondement.

DM : Avec Jean-Michel Cathala, on est allé dans les sous-sols de La Sorbonne où ils avaient des armes. Un des marginaux était allé au Katanga, d'où leur nom.

MFK : on y a vu un vrai fusil qui venait du Théâtre de l'Odéon où il servait dans la pièce « Le brave soldat Chweïk ». On l'avait entreposé rue Monsieur Le Prince. On avait été attaqué au cocktail Molotov par 4 types d'Occident en octobre 1968, ce qui avait donné lieu à une bagarre : 1 heure 30 de rixe. J'avais été blessé et on avait déposé plainte. Les flics étaient venus et on leur avait parlé de ce qu'on avait trouvé à La Sorbonne, c'est-à-dire selon eux « *le fusil de Lulu* ».

DT ; d'après les photos que j'ai pu consulter, c'était des fusils et pas un seul.

DM : on était descendus au sous-sol avec Guy Bois et Jean-Michel Cathala. Ayant trouvé des pains de plastic, on était prestement remontés.

MFK : c'est moi qui ai fait virer les Katangais après les remarques faites au Comité d'occupation. Je revenais du Vietnam où j'étais allé au maquis. Comme il y avait plein de déglingués, j'avais fait venir mon ami Tomkievitch psychanalyste rescapé du ghetto de Varsovie en 1941, entouré de deux jeunes. J'étais souvent à l'infirmerie. J'y ai soigné D. Cohn-Bendit lorsqu'il est revenu à La Sorbonne, les cheveux teints. « Je suis suivi à l'Hôtel-Dieu » m'a-t-il dit, me demandant de lui remettre des médicaments qu'il n'avait plus.

DT : que s'est-il passé lorsque l'Institut de Géographie a été fermé le soir des barricades ?

DM : après, on l'a occupé conjointement entre étudiants et enseignants, ce qui a donné l'occasion de réfléchir sur une refonte des enseignements de Géographie. Certains profs ont joué le jeu, comme Jean Dresch, directeur de l'institut. On était en grève et on est partis rejoindre le rassemblement à la Halle aux Vins en manifestant avec lui. On peut dire qu'il y avait une controverse PSU/PC en arrière-fond et on a pas mal débattu. J'ai retrouvé des documents sur ce qui s'est passé

MFK : tu n'avais pas demandé à me voir ?

DM : c'est Guy Bois qui suivait ces aspects et qui était notre correspondant, avec au second plan Jean-Louis Péninou et sa Fédération des Étudiants Révolutionnaires (FER).

ML : quel a été le rapport avec des syndiqués d'autres disciplines ? Par exemple le mathématicien Marc Rogalski qui était à l'IHP ; il y avait semble-t-il peu de liens interdisciplinaires.

MFK : j'avais suivi ces événements rue des Saints Pères à la Faculté de Médecine et en fait, je n'étais pas un révolutionnaire. Je me reconnaissais plutôt dans la démarche de Mendès-France.

En Médecine, on a remédié à deux archaïsmes :

1. Jusqu'à 1968, la majorité des étudiants en Médecine suivaient ces études sans voir un seul malade. L'externat, qui donnait à voir des malades, ne concernait qu'un étudiant sur 45 !

2. Le concours de l'Internat était ultra-sélectif (80/1000) avec écrit et oral et il fallait être recommandé. On en voit une évocation dans le film « sous le ciel de Paris » tourné en 1952.

Je peux dire que j'ai eu la peau de l'oral de l'Internat, en cette période où Bernard Herszberg était SG du syndicat. On a eu des démissions de syndiqués car il était impétueux.

DM : des gens de province étaient effarouchés.

ML : je suis à la recherche d'anciens camarades de cette époque.

MFK : je peux vous passer le numéro de téléphone de Herszberg.

Résumé Michelle Lauton : dans un aparté, est évoquée brièvement la réunion du PSU sur Mai 68 de ladite année

DM : concernant le mouvement à l'Université, il faut bien articuler ce qui se passait dans le SNESUP et en dehors, particulièrement sur le plan social en Mai-Juin avec toutes les incidences par la suite, à l'opposé de la vision de Sarkozy disant que 68 n'aurait rien apporté hormis de « mauvaises traces » de « l'esprit de 68 » que Kessler du MEDEF veut éradiquer à l'instar des conquêtes du CNR. Quant à ce qui s'est passé dans le SNESUP, il faudra affiner. À partir de début mai,

beaucoup de sections se sont retrouvées diluées dans des AG étudiants-enseignants, avec des variations selon les disciplines et la distinction Paris-Régions. Dans les sections littéraires, les syndiqués issus du 2nd degré ont continué à fonctionner comme section SNESUP plus que d'autres du fait d'une culture militante différente. Un autre élément a été le changement de majorité au SNES en 1967.

MFK : S'agissant de la Médecine, on s'est adressé à la base des assistants et maîtres-assistants.

DM : Après le congrès de juillet, il y a eu une bagarre pour la direction. Des syndiqués de province ont dit : « qu'est-ce que c'est que ce syndicat dirigé par des médecins, alors que la Médecine est ultra minoritaire dans le syndicat et dans le milieu ». Mais du fait de l'orientation du SNESUP en Mai-Juin, le syndicat s'est refusé à négocier avec le pouvoir au cours de l'été, laissant les autres syndicats de la FEN obtenir de leur côté des résultats pour leurs catégories. De la même façon, s'est posée la question d'aller ou pas discuter du contenu de la Loi Faure en projet, particulièrement d'aller ou pas dans les nouvelles instances qu'étaient les UER¹⁰.

GL : je me souviens que certains militants radicaux criaient : « UER-CDR », mêlant dans une même réprobation UER et Comités de Défense de la République¹¹.

MFK : en outre, nous avons imposé l'éclatement de la Faculté de Médecine centrale en un ensemble d'entités pour dépasser cet archaïsme qui n'avait que trop duré. D'où la création des 10 CHU inaugurés juste après 68, qui a motivé une intervention de la fille d'Edgar Faure, médecin, auprès de son ministre de père.

DM : Comme je l'ai écrit il y a une dizaine d'années et souligné lors d'une interview sur France-Inter, « Mai-juin 68 a été un mouvement qui venait de loin, et qui est né de l'élan créateur et du désir de citoyenneté des jeunes ».

Concernant le SNESUP, j'y suis arrivé en 1963 dans la Section Sorbonne-Lettres qui syndiquait beaucoup de monde : un tiers de l'effectif ! Mais lors de ses réunions à la Salle des Thèses, il y avait au premier rang les professeurs titulaires

¹⁰ Unité d'Enseignement et de Recherche.

¹¹ Créés en mai-juin 1968 par des personnes se réclamant du gaullisme contre la « subversion marxiste ».

(Dresch, Canghilem, ...) ; et dans les rangs suivants, les maîtres-assistants et assistants (tout au fond). Ce n'était pas aisé d'y intervenir pour un nouvel assistant. On s'est rebellés. À Nanterre, inauguré en 63 mais toujours pas construit, on est allé poser la première pierre près d'un bidonville. Sur la base des luttes de 66 pour des moyens accrus, on a obtenu un amalgame entre professeurs, assistants et maîtres-assistants en 68, mettant en cause la hiérarchie universitaire.

ML : aujourd'hui il n'y a presque plus de syndiqués en Médecine.

MFK : on y a déjà prêté attention à cette époque avec Herzberg et on a décidé que je serais candidat au CNESER.

DM : pour les études de Médecine, Herzberg a eu l'idée d'un tronc commun « optionnel décloisonné » pour toutes les professions de santé.

ML : cette idée revient aujourd'hui.

DM : c'est un héritage de 68 !

ML : de même, on réactualise le mandat des IPRES qui remonte à avant 1968.

MFK : Avant 68, il y a eu le congrès de Caen de tonalité assez technocratique, mais qui a émis des idées. En médecine, on était un petit groupe, avec Monod et un Neurophysiologiste de Bicêtre.

Départ de Daniel Monteux

ML : en 68, tu étais délégué à la Sorbonne et membre du BN ?

MFK : Non, mais j'étais à la CA et j'étais le seul médecin sur lequel pouvait compter Bois, et j'étais professeur. Et en plus aventureux.

ML : Pourquoi as-tu été pressenti pour être le futur SG après le changement de majorité ?

MFK : j'étais au milieu d'une constellation de tous ceux qui n'étaient pas au PC. Je m'entendais assez bien avec Broué.

Documents sur Mai 68 remis par MFK :

- [Entretien dans la revue de l'EE : Le Snesup, Mai 68, le Vietnam... - Mai 2008 -](http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article309)
<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article309>

- photocopie d'un document manuscrit signé MFK sur l'occupation de la Sorbonne, .
- article *Le mandarin et les Katangais (Le Monde)* – document non lisible

Document sur Mai 68 remis par Daniel Monteux

Un mouvement qui venait de loi, - 27 avril 2008 -
<https://www.humanite.fr/node/415985>

A la rentrée d'Octobre 1968, des camarades nouvellement en poste à l'Université

Claude Seureau, assistant (Biologie), VSNA en Algérie en Mai-Juin et à Paris (Jussieu) à la rentrée universitaire

Souvenirs concernant Mai 68 et le SNESUP

- 1) 2) Disposes-tu de documents (tracts, affiches, journaux, CR de réunions, etc.).
 « la remise en question de l'université, mai-juin 1968, I – Enseignement supérieur », revue internationale, numéro spécial, juillet 1968, 288 p, Didier.
 Recueil de « déclarations, motions, propositions » provenant de plusieurs universités, et grandes écoles et concernant l'enseignement supérieur.
- 2) Situation en 1968 (fonction occupée, établissement, syndiqué ou non, activité syndicale/politique (locale, nationale ou non, etc.) et état civil
 Volontaire du Service National Actif (VSNA) puis coopérant civil. Assistant titulaire (France), Université d'Oran (Algérie). Syndiqué SNESUP, co-créateur d'une section SNESUP oranaise. Marié, un enfant né à Oran.
- 3) Quelles organisations (politiques et syndicales) étaient présentes dans l'établissement avant mai ? avec quelles activités ? Qui animait la section SNESUP ?
- 4) Quand et comment s'est déclenchée l'action dans l'établissement ?
- 5) — Les actions dans l'établissement : qui y participe ? Quelles formes (grève, AG, groupes de réflexion, etc.) ? Quels thèmes évoqués ?
 Sans lien immédiat avec les « évènements » en France (quoique !), une motion de soutien aux étudiants algériens qui s'étaient mis en grève pour

de meilleures conditions de vie dans leur cité universitaire (restauration et hébergement). Ce qui nous valut une réprimande orale du Consulat français pour « manquement au devoir de réserve » (!) et ... les remerciements des étudiants qui obtinrent satisfaction.

- 6) Y a-t-il une vie autonome de la section *SNESUP* durant les événements ou se fond-elle dans des actions communes/globales. Les positions nationales du SNESup sont-elles débattues ? Quelles sont les revendications locales et nationales qui sont mises en avant ?
- 7) Quels rapports avec l'UNEF ? avec le personnel administratif ?
- 8) Y a-t-il eu des relations avec les autres syndicats d'enseignants de la FEN (SNES, SNEP, SNCS) ou d'autres organisations? Quelles relations avec la FEN (nationale et/ou départementale) ?
- 9) Les actions à l'extérieur (avec qui, quelles formes, etc.)
- 10) La préparation du Congrès du SNESUP de Mai 1968. Quel lien avec le national ?
- 11) Les négociations avec le gouvernement (quel écho local ? quelles prises de positions locales ?). Y-a-t-il eu des échanges avec la direction de l'établissement ou négociations locales ? Si oui, sur quoi ont-elles porté ?
- 12) Le Congrès de Juillet 1968 - Quel lien avec le national ?

Je n'ai repris mon activité d'assistant à la Faculté des Sciences de Paris qu'à partir d'octobre 1968. J'étais délégué au Congrès extraordinaire d'Orsay de 1969 où Action Syndicale devint majoritaire.

- 13) Après la loi Edgar Faure dans ton établissement : quelles mutations dans la vie de l'université? de nouvelles organisations? quelle évolution (quantitative, structuration interne) du SNESUP ?

Le campus de Jussieu, qui, en cours de construction sur le site de l'ancienne Halle aux Vins, accueillait l'essentiel de la Faculté des Sciences de Paris, fut scindé en deux universités, Paris VI et Paris VII. Scission en partie idéologique : Paris VI héritière de la Sorbonne et de sa Faculté des sciences donc frappée, injustement de mon point de vue, du sceau de la « tradition » et Paris VII, héritière affirmée de Mai 68. Mais aussi, modes d'organisation différents puisque Paris VI était et est restée une université scientifique et médicale, alors que Paris VII était et est restée une université pluridisciplinaire. Chacune de ces universités étaient structurées en Unité d'Enseignement et de Recherche (UER) affirmant officiellement et concrètement le lien entre enseignement et recherche et le statut et les missions d'enseignant-chercheur.

La loi d'orientation d'Edgard Faure encourageant la mise en place de commissions d'enseignement corps A et corps B, alors qu'avant elles étaient du seul ressort du corps A, des innovations importantes et même de véritables « révolutions » furent mises en place dans l'enseignement.

Pour exemple : dans les nouveaux premiers cycles scientifiques où j'enseignais la biologie, alors qu'avant mai 68 on partait de l'organisme (1ère année) pour aller vers la cellule (2de année), la cellule fut enseignée dès la 1ère année et l'organisme en 2de année ! Pour un non-biologiste cela peut paraître anodin, mais en plus de mieux tenir compte des avancées considérables de la biologie dans les domaines de la biologie cellulaire, de la biologie moléculaire et de la génétique, cela demandait de revoir de fond en comble le contenu des travaux pratiques et ... des travaux dirigés, une nouvelle activité pour nous scientifiques.

Le SNESUP fut très présent dans ces innovations. Ce qui amena, dans une grande université comme l'était déjà Paris VI à cette époque, à organiser le syndicat en sections disciplinaires.

Olivier Gebuhrer – Assistant (Maths) - Strasbourg

Souvenirs d'après MAI 1968

En Septembre 1968 , fier d'avoir terminé des études de mathématiques difficiles à Paris et d'être engagé comme Assistant à l'Université Louis Pasteur à Strasbourg (elle ne s'appelait pas encore ainsi et a changé de nom depuis la Loi Pécresse LRU) , je débarquais en gare de Strasbourg ; je tentais de rejoindre la fac de maths (on disait comme ça) , mais la Rue René Descartes , personne ici ne savait où la trouver . En fait le Campus sortait de terre et l'Institut de maths était flambant neuf.

J'avais 23 ans et ignorais tout du syndicalisme ; j'étais engagé politiquement de très fraîche date et tout aussi ignorant dans ce domaine

Lors de mes premiers travaux dirigés, évoquer Mai 1968 déclenchait un frisson d'épouvante ; j'étais très surpris : il semblait que ici , rien ne s'était passé et que en tout cas dans les disciplines scientifiques , l'évocation de Mai 1968 provoquait tout autre chose que de la sympathie ; je ne tardais pas à comprendre que les « évènements » n'avaient touché les Universités de Strasbourg qu'en Lettres . Mon nouveau métier m'absorbait ; mes activités militantes me firent rencontrer Michel Grosman d'une part et François Peter de l'autre ; on ne pouvait imaginer des caractères plus opposés ; le premier était aussi blagueur que l'autre était sombre. Les deux, alsaciens pur jus, étaient l'un Physicien et l'autre Chimiste ; le second avait son poste à l'IUT ; Michel était déjà Professeur ou en passe de le devenir ; il avait roulé sa bosse partout dans le monde , parlait couramment plusieurs langues, était brillant . François travaillait dans une équipe de recherche appelée à devenir célèbre. Il n'eut pas la carrière qu'il méritait. Les deux me prirent sous leur aile et je dois dire avant de commencer que je leur dois une immense reconnaissance pour la confiance et l'amitié qu'ils m'ont prodiguées. Michel m'intima d'adhérer au SNESUP ce que je fis aussitôt ; la première réunion à laquelle je participais me surprit : il n'y avait quasiment pas de jeunes universitaires ; j'étais naïf et sans expérience ; je me mis à recruter massivement et en peu de temps les effectifs passèrent en Sciences d'une dizaine à une bonne centaine. Je devins sans mal Secrétaire de Section Je sentis bien

que tout le monde ne voyait pas ce déploiement soudain d'un bon œil mais j'étais loin de me douter de ce qui m'attendait

De grands évènements se préparaient : la question de l'application de la nouvelle Loi – Loi d'Orientation- occupait la direction nationale nouvellement élue du SNESUP ; j'en fis connaissance en étant élu à la CA , là aussi sans le moindre mérite particulier . Entre les deux courants qui se partageaient le SNESUP, la lutte était d'une férocité absolue ; j'étais décidé à faire appliquer les décisions du Congrès historique qui se lança dans ce qui fut appelé la « participation » aux instances universitaires alors en gestation avec élections en perspective ; le courant minoritaire faisait tout pour entraver cette décision. Dans la Section que j'animais il y eut un nouveau recrutement d'un Assistant en Informatique décidé à faire de la Section Sciences une Section attachée au courant minoritaire et cela commença par une réunion à l'Institut de maths où j'avais constitué une sous-section, les effectifs étant globalement importants, le campus très éclaté ne se prêtant pas aux réunions globales fréquentes. A l'Institut de maths de toutes façons les effectifs syndicaux étaient nombreux. A la réunion, je fus surpris par une offensive du Collègue qui exigeait un vote sur « la participation » ; que faire ? Mes idées étaient sommaires ; la discussion était venimeuseje vis venir avec terreur le moment où un vote aurait lieu et possiblement majoritaire pour un refus de participer aux élections qui allaient suivre . N'écoutant que mon courage qui ne me disait rien ...je déclarais que ce vote était anti statutaire , qu'une sous-section ne pouvait pas aller à l'encontre d'une décision de Congrès et que si un tel vote avait lieu , la sous-section serait dissouteJe ne sais pas encore aujourd'hui où je pris une pareille idée laquelle ne tenait littéralement pas debout . Les Statuts du SNESUP ne prévoyaient rien à ce sujet et le « centralisme démocratique » n'était pas le mode de fonctionnement du SNESUP. En tout cas, la terreur changea de camp et le vote n'eut pas lieu. J'y acquis une réputation nationale dont on peut deviner de quoi il s'agit.

Les élections qui s'ensuivirent donnèrent beaucoup de sièges au SNESUP et je fus élu au CA de l'Université, mandat qui fut renouvelé pendant plusieurs années . Le travail associé à ce mandat me prit un temps considérable

Mais les choses pendant ce temps ne restèrent pas « tranquilles » ; Michel Grosman m'informa d'une situation dont je ne me doutais pas ; toutes les assistant.es étaient sur des emplois de DELEGUES , c'est-à-dire qu'on pouvait les jeter sans préavis alors que les Postes de titulaires étaient gardés au frais et il y en avait suffisamment pour titulariser tout le monde ; cette situation ne dura pas mais cela appartient à d'autres pages

Nous discutâmes de cela Michel et moi de longues soirées. Puis décision fut prise de lancer une pétition visant à l'organisation d'un Vote sur la Titularisation générale ; cela dépendait de chaque Département mais celui des Mathématiques était celui qui donnait le « la » et le PIRE exemple. Avant de poursuivre , un mot de la situation ; Au Département sévissaient des Collègues Professeurs de l'ancienne école qui ne voulaient pas entendre parler d'une titularisation générale : leur méthode consistait à renouveler le cheptelpériodiquement et le Département bruissait de bruits de charrettes à répétition ; cela concernait d'abord des Collègues femmes , par ailleurs normaliennes , brillantes et à qui on rendait la vie impossible avec ce qu'on appelle aujourd'hui le harcèlement psychologique .Mais ces Collègues Professeurs n'imaginaient pas que les temps avaient changé et qu'ils étaient minoritaires à vouloir persévérer dans le mode féodal ; la pétition recueillit une majorité massive ; certes cela donna lieu

à des discussions , certains collègues qui étaient membres ou proches du SGEN , syndicat très minoritaire à l'époque et prêt à tout accepter , mais rien n'y fit et ce ne furent pas mes pauvres talents oratoires qui firent la décision ; toutes celles et ceux qui étaient concernés et en particulier de jeunes femmes étaient outrées en apprenant qu'elles auraient dû être titulaires depuis longtemps , que les Postes étaient gardés au réfrigérateur et que cela avait des incidences considérables sur leur carrière ce que , grâce à Michel, je n'avais aucun mal à démontrer .

Le Vote eut lieu dans un climat d'affrontement ; des piquets de syndiqués.es gardèrent les bureaux de vote ; le résultat fut massivement positif et toutes furent titularisées ensuite, un par un . On voulut me faire payer cher cet épisode et je dois dire que je n'en menais pas large. Mais les dés étaient jetés Faire un exemple n'aurait pas été accepté.

Un second épisode de cette nature eut lieu à l'IUT où travaillait François ; c'était infiniment plus complexe ; les IUT avaient des statuts particuliers ; le Directeur qui se révéla être ce qu'on nomme usuellement un salopard avait un pouvoir absolu et était MEMBRE du SNESUP ; d'ailleurs cette situation n'était pas une rareté ; après Mai 1968 , les Sections Snesup de Strasbourg en tout cas contenaient des membres qui auraient pu faire partie du Syndicat Autonome ; l'un d'eux était adhérent en Mathématiques et quitta le Snesup après l'épisode de titularisation ; mais à l'IUT , c'était encore une autre chanson ; le personnage qui dirigeait l'IUT ne restait au SNESUP que pour espionner celles et ceux qui en étaient membres ; cette situation connue de toutes , empêchait le SNESUP de grandir à l'IUT et les réunions devaient être secrètes pour qu'il ne soit pas au courant ; François agit de façon remarquable et nous étant concertés il s'avéra que rien ne serait possible sans l'intervention d'un dirigeant national ; nous fîmes appel à Jean-Claude Garric alors responsable du Secteur IUT au plan national ; mis au courant il vint sur place ayant demandé au Directeur un rendez vous . Jean-Claude est un homme pondéré qui ne sort pas de ses gonds facilement ; son audience avec le Directeur lui donna un haut-le cœur. Le personnage était « poisseux » selon son commentaire ; mais le SNESUP était puissant à l'époque ; au Ministère nouvellement créé son évocation faisait trembler. Le Directeur qui avait de l'entregent prit ses renseignements ; on lui fit sans doute voir qu'il n'avait pas le choix ; céder était son unique solution. Dans la suite ce personnage hanta les cabinets ministériels de plusieurs gouvernements de droite ; quoi qu'il en soit, la bataille menée ainsi dans des conditions semi clandestines fut un succès général.

Pendant ce temps, d'autres réunions se tinrent dans le plus grand secret ; comme toujours dans ces cas-là il y eut des fuites ; les discussions montraient qu'il fallait à tout prix affaiblir le SNESUP , que cette situation n'était pas tolérable et que pour faire face des mesures devaient être prises ; nous n'en sûmes pas davantage mais la suite montra que ce n'étaient pas des mots en l'air ...Nous étions en 1972 et la contre-offensive ultra- libérale